

## 1. Intitulé du projet

Projet d'extension du bâtiment des vaches laitières, avec construction d'une fosse à lisier sur la commune de Richecourt.

Régularisation de la situation par rapport aux ICPE, le site principal se trouve à Richecourt, un autre bâtiment se situe à Valbois/Savonnières.

## 2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

### 2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐

Monsieur ☐

Nom, prénom

### 2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou  
raison sociale

GAEC DE L'OUEST

N° SIRET

34943633700027

Forme juridique

GAEC

Qualité du  
signataire

Associé

### 2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone

0329904169

Adresse électronique

couch.55300@gmail.com

N° voie

Type de voie chemin

Nom de voie derrière les jardins

Lieu-dit ou BP

Code postal

55300

Commune

RICHECOURT

Si le demandeur réside à l'étranger

Pays

Province/Région

### 2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté ☐

Madame ☐

Monsieur ☒

Nom, prénom

COUCHOT Alexandre

Société

GAEC DE L'OUEST

Service

Fonction

Associé

#### Adresse

N° voie

Type de voie

chemin

Nom de voie Derrières les jardins

Lieu-dit ou BP

Code postal

55300

Commune

RICHECOURT

N° de téléphone 06/72/10/29/96 Adresse électronique couch.55300@gmail.com

### 3. Informations générales sur l'installation projetée

#### 3.1 Adresse de l'installation

N° voie Type de voie rue Nom de la voie du diable  
Lieu-dit ou BP  
Code postal 55300 Commune RICHECOURT

#### 3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ? Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ? Oui ☒ Non ☐

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :  
55300- Richecourt, Savonnières/Valbois, Buxières-sous-les-cotes, Montsec,  
Xivray-et-Marvoisin, Lahayville  
54470- Seicheprey

### 4. Informations sur le projet

#### 4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction

projet d'extension du bâtiment des vaches laitières pour y loger l'ensemble des VL en production et une partie du troupeau de renouvellement, avec construction d'une fosse à lisier sous caillebotis.

#### Site de Richecourt

B1.1	Veaux 0/3 mois	X40	niches indiv.	fumière
B1.2	veaux 0/6 mois	X65	aire paillée intégrale	fumière
B1.4	génisses 1/2 ans	X 65	aire paillée intégrale	fumière
B1.3	génisses 1/2 ans, >2 ans	X 50	aire paillée intégrale	fumière
B2.1	VL en lactation	X252	logettes lisier	fosse et fosse 2
B2.2	VL taries	X 40	aire paillée intégrale	fumière
B2.3	VL en lactation/isolement	X 10	aire paillée intégrale	fumière
B2.4	génisses > 2ans	X 20	logettes lisier	fosse et fosse 2
SdeT	rotative 20 postes		E blanches et vertes	prefosse
PREFOSSE			stockage EB, EV de la SdeT	312m3 vt
FUMIERE			non couverte 500m²	purin vers PREFOSSE
FOSSE sous caillebotis			lisier, EB et EV	2010m3 vu
FOSSE 2(projet)			lisier, EB et EV	3078m3 vu
PF (projet)			jus de silos S1, S2, S4	10m3 vt
s1			silos ensilage 3354m3	vers PREFOSSE
s2			silos ensilage 2842m3	vers PREFOSSE
s3			silos ss produits 403m3	vers PREFOSSE
S4			silos ss produits 980m3	vers PREFOSSE

A la suite du projet, le site de Valbois/Savonnières n'abritera plus d'animaux.

L'annexe 3 du dossier ICPE décrit l'ensemble des installations suite au projet.

**4.2 Votre projet est-il un :**

Nouveau site ☒

Site existant ☐

**4.3 Activité**

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

[illegible]

## 5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

Des guides de justificatifs sont mis à votre disposition à l'adresse suivante : [http://www.ineris.fr/aida/consultation\\_document/10361](http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/10361).

Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).

Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui ☒ Non ☐

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.

Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

## 6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/information-environnementale#e2>

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :

Oui Non

Si oui, lequel ou laquelle ?

Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'annexe 11 du dossier ICPE reprend la cartographie des zones ZNIEFF. Ce point est traité par l'Art 16.
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	les communes de Richécourt, Montsec et Buxières se trouvent en zone littorale par rapport au lac de Madine
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Parc Naturel Régional de Lorraine (voir p43 dossier ICPE)
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondiale ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La butte de Monsec et le Mémorial Américain se trouvent à 3,8km de la commune de Richécourt
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Ce point est abordé au niveau de l'Art 16 et de la cartographie associée annexe 11.

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune de Richecourt ne se trouve pas en zone PPRN ou PPRT. Le site de stockage d'hydrocarbures de Saint BAUSSANT se trouve à 2,5kms de Richecourt. Le pipeline de Laimont à St Baussant passe à 750m env de l'exploitation.
Dans un site ou sur des sols pollués ? [Site répertorié dans l'inventaire BASOL]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ? [R.211-71 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Valbois/Savonnières est concernée par un périmètre de captage DUP 55000325. Le parcellaire de l'exploitation est concerné par l'ilot 22. Ce point est traité par le plan d'épandage. Le Rupt-de-Mad alimente l'agglomération de Metz en eau potable.
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :</b>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<b>Si oui, lequel et à quelle distance ?</b>
D'un site Natura 2000 ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Certaines parcelles se trouvent en zone Natutra 2000 (article 16, page 40 et annexe 11 du dossier ICPE)
D'un site classé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site classé de la Butte de Monsec et le Monument Américain se trouvent à 3,8kms de Richecourt

## 7. Effets notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation		Oui	Non	NC <sup>1</sup>	Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)
<b>Ressources</b>	Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'exploitation est alimentée par le réseau public (Art 17 page 43 et annexe 16 du dossier ICPE)
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le fond de fosse sera drainé conformément à la réglementation sans rejet. Il n'y aura pas de modification des masses d'eau.

1

Non concerné

Milieu naturel	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le terrassement de la fosse 2 pour un volume de 3500m <sup>3</sup> . Le volume sera étendu autour du projet pour stabiliser les abords sur une hauteur maxi de 0.5m.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les îlots classés (30-31-32) en zone Natura 2000 se trouvent à 9 km de Richecourt. Il n'y aura pas de d'incidence du projet pour ces parcelles. Ce point est repris en annexe 11 et Art 16 (P40/44) dossier ICPE
	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Ces points sont abordés par l'Art 16 pages 43/44 du dossier ICPE.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet est construit sur une parcelle appartenant à l'exploitant.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site de stockage d'hydrocarbures de Saint Baussant se trouve à 2,5km. La commune ne se trouve pas en zone PPRT.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune ne se trouve pas en zone PPRN.

	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Ce point est traité au chapitre VI du dossier ICPE (P57/58)
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>Nuisances</b>	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il source de bruit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le fonctionnement de l'exploitation génère quelques nuisances sonores dans le respect de l'Arrêté du 27/12/2013. Ce point est traité par l'Art 32 du dossier ICPE. Le mélange des fosses se fait par mixeurs électriques. Les entreprises travaillant de jour, il n'y aura pas de nuisances supplémentaires pendant les travaux .
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le fonctionnement de l'exploitation génère quelques odeurs dans le respect de l'Arrêté du 27/12/2013. L'Art 31 du dossier ICPE aborde ce point.
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Il n'y a pas de risques de vibration pendant le fonctionnement normal de l'exploitation. La période à risque (+/-1 mois) se situe lors du terrassement du projet.
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En routine et durant les travaux du projet, les interventions se font en journée.
Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
<b>Emissions</b>	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les émissions de gaz peuvent se produire au moment du fixage des fosses (30'/jour) par des mixeurs électriques.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les lisiers, purin, eaux blanches et vertes sont épandus sur le parcellaire de l'exploitation en respectant le Plan d'Epandage. Les eaux pluviales non souillées sont envoyées vers le Rupt-de-Mad (voir ICPE p71/72).
	Engendre t-il des d'effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'exploitation produit du fumier, des eaux blanches et vertes, du lisier et du purin. L'ensemble des effluents est épandu sur le parcellaire de l'exploitation.
<b>Déchets</b>	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Ce point est traité par les Art 33/34/35 et l'annexe 14.</p> <p>L'ensemble des déchets est évacué vers les circuits de collecte (Adivalor, ATEMAX,...).</p>



Patrimoine/ Cadre de vie/ Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le Mémorial Américain de la Butte de Monsec se trouve 3,8km de Richecourt.
Patrimoine/ Cadre de vie/ Population	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet respecte et sera toujours conforme à la Carte Communale, ce point sera vérifié lors de l'instruction du Permis de Construire. La parcelle portant le projet appartient à M COUCHOT (une autorisation se trouve en annexe).

### 7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres activités existantes ou autorisées ?

Oui ☒ Non ☐

Si oui, décrivez lesquelles :

A notre connaissance les entreprises pouvant relever des ICPE dans le secteur sont les suivantes:

GAEC DE RICHECOURT / Richecourt >> ICPE décl 64 JB- 55VL - GAEC DU MOULIN DE BAGNEUX / Richecourt >> ICPE décl 25 chiens - HIMBERT Jean-François/ Lahayville >> ICPE décl 250 JB + Vaches Allaitantes - EARL JOLYBOIS/ Lahayville >>> engrais JB + Vaches Allaitantes - GAEC JARDIN DU COUROT / Seicheprey >>> Vaches Allaitantes + engraissement de Porcs - GAEC DU LEGAYE/ Xivray et Marvoisin >>> ICPE Enreg 185 VL

### 7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquels :

Il n'y a pas d'importation ou d'exportation d'effluents d'origine française ou étrangère.

### 7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Les risques du site sont évalués, ainsi que les mesures compensatoires sont apportées au niveau de l'Art 5.

Suite au projet, il n'y aura plus de transfert régulier d'animaux entre les bâtiments et entre les 2 sites.

Il n'y aura plus de zone de transfert non couverte.

## 8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement].

M COUCHOT Alexandre est Jeune Agriculteur installé depuis 2010, donc plutôt en début de carrière. Il n'est pas envisageable pour lui d'arrêter l'exploitation. M. COUCHOT Eric, associé et propriétaire du terrain ne demande pas de remise en forme particulière si l'activité venait à s'arrêter. La commune de Richecourt est couverte par une Carte Communale. Il n'y est pas précisé de remise en forme particulière suite à l'arrêt.

Le site Valbois/Savonnières sera utilisé uniquement pour le stockage de matériels et de fourrage, c'est à dire d'ici le 2nd semestre 2022.

En tout état de cause, les sites concerveront une orientation agricole. Les Mairies, consultées sur le sujet n'ont pas donné suite à la question.



## 9. Commentaires libres

Notre objectif est d'améliorer nos conditions de travail en limitant les temps de trajet, d'optimiser la main d'oeuvre, tout en conservant de bonnes conditions de travail et de bien-être animal. Ce projet est très important pour l'avenir à moyen terme de notre exploitation.

## 10. Engagement du demandeur

A Rihécourt

Le 27 mars 2020

Signature du demandeur

 **GAEC de L'OUEST**  
COUCHOT Eric, Megali Alexandre  
chemin derrière les Jardins  
55300 RICHCOURT  
Tél.-Fax : 03 29 90 41 69  
Siret N° : 349 436 337 00027  
TVA FR 50 349 436 337



## Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

**Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.**

### 1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

#### Pièces

- P.J. n°1.** - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒
- P.J. n°2.** - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒
- P.J. n°3.** - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒
- Requête pour une échelle plus réduite ☐ :
- En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement]
- P.J. n°4.** - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒
- P.J. n°5.** - Une description de vos capacités techniques et financières [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒
- P.J. n°6.** - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒
- Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.

### 2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

#### Pièces

**Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :**

**P.J. n°7.** - Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement] ☐

**Si votre projet se situe sur un site nouveau :**

**P.J. n°8.** - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur. ☐

**P.J. n°9.** - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur. ☐

**Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire :**

**P.J. n°10.** - La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement. ☐

**Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement :**

**P.J. n°11.** - La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement. ☐

**Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante :**

**P.J. n°12.** - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☐

- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement ☐

- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement ☐
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3 ☐
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement ☐
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement ☐
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement ☐
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement ☐
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement ☐

**Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :**

**P.J. n°13.** - L'évaluation des incidences Natura 2000 [article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence [Art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

**P.J. n°13.1.** - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; [1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] ☐

**P.J. n°13.2.** Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].

Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

**P.J. n°13.3.** Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [II de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

**P.J. n°13.4.** S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

**P.J. n°13.5.** Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : [IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] : ☐

- **P.J. n°13.5.1** La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; [1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] ☐

- **P.J. n°13.5.2** La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au

13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; [2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] ☐

- **P.J. n°13.5.3** L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

**Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions des articles L. 229-5 et 229-6 :**

**P.J. n°14.** - La description :

- Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du gaz à effet de serre ;
- Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ;
- Des mesures prises pour quantifier les émissions de gaz à effet de serre grâce à un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement pris en application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même règlement sans avoir à modifier son enregistrement. [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☐

**P.J. n°15.** Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14 [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☐

**Si votre projet concerne une installation d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW :**

**P.J. n°16.** - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages. *[11° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]*

☐

**P.J. n°17.** - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. *[12° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]*

☐

**3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :**

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

Pièces





# **Dossier d'Enregistrement**

**Installation Classée pour la Protection de  
l'Environnement**

**GAEC DE L'OUEST  
Chemin derrière les jardins  
55300 RICHECOURT**

**Objet :ICPE à enregistrement**

**31 mars 2020**



## Contenu

Préambule.....	8
LETTRE DE DEMANDE .....	11
DEMANDE DE DEROGATION POUR L'ETABLISSEMENT DE PLANS AU 1/1000 <sup>ème</sup> .....	13
DEMANDE DE DEROGATIONS AUX DISTANCES .....	15
Article 1 <sup>er</sup> .....	17
Article 2 .....	18
Chapitre I : Dispositions générales.....	19
Article 3 .....	19
3.1. Localisation de l'activité .....	19
3.2. Implantation des établissements .....	19
3.3. Dispositions prises pour l'organisation des bâtiments d'élevage du GAEC DE L'OUEST. ....	20
Article 4 .....	21
Article 5 : Implantation des bâtiments par rapport aux tiers, aux cours d'eau et aux forages.....	22
Site 1 Richecourt.....	22
Sites 2 Savonnières .....	22
Article 6 .....	24
Article 7 .....	25
Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions.....	27
Article 8 .....	27
Article 9 .....	28
Article 10 .....	29
Article 11 .....	30
Article 12 .....	32
Les accès sont précisés sur les plans de masse (annexe 3).....	32
Article 13 .....	32
13.1. Sources et estimation des dangers.....	32
13.2. Mesures de prévention et de protection.....	33
13.3. Les dispositions constructives .....	34
Section III : Dispositif de prévention des accidents .....	36
Article 14 .....	36
Section IV : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles.....	36
Article 15 .....	36

Chapitre III : Emissions dans l'eau et dans les sols – (Biodiversité et Zone Natura 2000) .....	37
Article 16 .....	37
<i>SDAGE &gt;&gt;&gt; Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux</i> .....	38
<i>SAGE &gt;&gt;&gt; Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau</i> .....	38
Zone Natura 2000 .....	43
Znieff.....	46
Article 17 .....	47
Article 18 .....	49
Article 19 .....	50
Section III : Gestion du pâturage et des parcours extérieurs.....	50
Article 20 .....	50
Article 21 .....	50
Article 22 .....	50
IV Collecte et stockage des effluents .....	51
Article 23 .....	51
Article 24 .....	52
Article 25 .....	52
Section V : Epandage et traitement des effluents d'élevage .....	53
Article 26 .....	53
Article 27-1 .....	53
Article 27-2.....	53
a) Le plan d'épandage répond à trois objectifs :.....	53
b) Les éléments à prendre en compte pour la réalisation du plan d'épandage sont : .....	54
c) Composition du plan d'épandage .....	54
d) Mise à jour du plan d'épandage .....	54
Article 27-3 .....	55
a) Généralités .....	55
b) Distances à respecter vis-à-vis des tiers .....	55
c) Distances vis-à-vis-des autres éléments de l'environnement .....	55
Article 27-4 .....	55
Article 27-5 .....	56
Article 28 .....	56
Article 29 .....	56
Article 30 .....	56
Chapitre IV : Emissions dans l'air .....	56

Article 31 .....	56
Chapitre V : Bruit.....	57
Article 32 .....	57
32.1 Méthodologie mise en œuvre.....	59
32.1.3 Les mesures compensatoires pour réduire et limiter le bruit de la future installation .....	60
Chapitre VI : Déchets et sous-produits animaux.....	62
Article 33 .....	62
Article 34 .....	62
Article 35 .....	63
Chapitre VII : Auto surveillance .....	63
Article 36 .....	63
Article 37 .....	63
Article 38 .....	64
Article 39 .....	66
Dispositions particulières relatives au Code l'Environnement Article R 512-46 en date du 16 mai 2017.....	67
R 512-46-4 / 4° Compatibilité avec les dispositions de l'urbanisme .....	67
R 512-46-4 / 7° Capacités techniques et financières de l'exploitant.....	67
Capacités techniques.....	67
Capacités financières .....	68
L. 214-1 à 214-3 Code de l'Environnement <del>titre II/rejets</del> .....	71
L 512-7-2 du code l'Environnement / Directive UE 211/92 du 13/12/2011 .....	73
Proposition du demandeur sur le type d'usage lorsque l'installation sera arrêtée définitivement. ....	74

### *Documents annexes en fin de dossier*

Annexe n°1 : Photos du site.

Annexe n°2 : Plans de situation à l'échelle 1 / 25000<sup>ème</sup>

Annexe n°3 : Plans de masse projet de l'établissement à l'échelle 1/1000<sup>ème</sup> localisant les bâtiments + plans des zones à risques.

Annexe n°4 : Plans de situation à l'échelle 1/1500<sup>ème</sup> précisant l'établissement situé dans son environnement

Annexe n°5 : Plan de zonage et extrait de la carte communale de Richécourt

Annexe n°6 : certificat d'aptitude Certiphyto/Ecophyto

Annexe n° 8 : Attestations du SDIS Meuse

Annexe n° 9 : arrêté préfectoral DUP 55000325 captage Savonnières-en-Woëvre

Annexe n°10 : situation des périmètres de captage

Annexe n°11 : ZNIEFF 1 et ZNIEFF 2, zones NATURA, Zones Humides

Annexe n°12 : attestation CAUE site 1

Annexe n°13 : aptitudes techniques/qualifications, Attestation du centre de gestion (PV d'assemblée générale), étude technico-économique (ULM)

Annexe n°14 : bons d'enlèvements des déchets (DASRI, ATEMAX, ADIVALOR, SEVIA)

Annexe n°15 : DeXeL réglementaire (réalisé par le service bâtiments de l'Union Laitière de la Meuse)

Annexe n°16 : consommation d'eau et attestation de raccordement

Annexe n°17 : rose des vents

Annexe n°18 autorisation du propriétaire

Annexe n°19 justificatifs PJ 10 et PJ 8

Annexe n°20 : justificatifs vis-à-vis du bassin versant

**Pour apercevoir l'ensemble des bâtiments ainsi que ceux des tiers, les échelles utilisées sont différentes de celles référencées dans l'Article L 512-7 du code de l'environnement. C'est pour cela que les plans à l'échelle 1/200<sup>ème</sup> ne sont pas fournis au dossier.**

*Documents annexes non reliés au dossier*

---

- ✓ Le Plan d'épandage réalisé par l'Union Laitière de la Meuse

## Identité de l'établissement

Raison sociale	GAEC DE L'OUEST
Forme juridique	GAEC
Siège social	Chemin derrières les jardins 55300 RICHECOURT
Sites	Sites de Richecourt et Savonnières en Woëvre
Représentant du GAEC	COUCHOT Alexandre - associé
N° Siret / N° Pacage	34943633700027 / 055013921
Telephone	06/72/10/29/96
E. Mail	couch.55300@gmail.com

## Liste des communes d'intervention du GAEC DE L'OUEST

	N° INSEE de la commune	surface exploitée sur la commune
Buxières-sous- les-côtes	55093	65,09 ha
Montsec	55353	29,63 ha
Richecourt	55431	56,51 ha
Valbois /Savonnières-en-Woëvre	55530	86,30 ha
Xivray-et-Marvoisin	55586	58,07 ha
Seicheprey	54499	
Lahayville	55270	

## Préambule

Le siège social du GAEC DE L'OUEST se trouve à Richecourt.

1997	EARL DES SAUNIERES <ul style="list-style-type: none"><li>• Mme COUCHOT Magalie</li><li>• M COUCHOT Eric</li><li>• Référence laitière 348 000 litres de lait + atelier engraissement JB</li><li>• SAU 172 ha</li></ul>
2009	Arrêt de l'atelier Jeunes Bovins
2010	GAEC DE L'OUEST <ul style="list-style-type: none"><li>• Installation de M. COUCHOT Alexandre</li><li>• Achat du site de Savonnière (exploitation de M HARBULOT Vincent)</li><li>• Référence laitière 955 000 litres</li><li>• SAU 282 ha</li></ul>
2012	Construction d'un bâtiment « Vaches Laitières » de 120 places
2019	<ul style="list-style-type: none"><li>• Production annuelle de 1,85 M de litres de lait</li><li>• 3 associés, 1 salarié temps plein et un apprentissage</li><li>• SAU 295,60 ha</li></ul>
2020	Objectif de production 2,1 M de litres de lait
2021	Objectif de production 2,4 M de litres de lait

Actuellement, le site de Valbois/ Savonnières permet de loger 85 génisses de renouvellement, toutefois la distance de 15 km du site principal de Richecourt est très contraignante. Le suivi des chaleurs est très compliqué. Les temps de transports sont importants pour l'alimentation et les mouvements d'animaux.

La gestion des 2 sites étant très compliquée du point de vue de la main d'œuvre et du matériel. Le GAEC DE L'OUEST souhaite gérer l'ensemble des animaux sur le site de Richecourt. Le bâtiment des vaches laitières sera agrandi.

L'augmentation du volume de lait produit permettra l'embauche d'un second salarié en temps plein.



Les effectifs animaux à prendre en compte sont les suivants. Le plan d'épandage reprend également ces effectifs. Les veaux mâles sont vendus entre 2 et 3 semaines (conformément à la réglementation sur le bien-être animal).

<b>Animaux</b>	<b>Effectifs</b>	<b>Site d'hivernage</b>	<b>Catégorie ICPE</b>
Vaches laitières	302	Site Richecourt	2101/2B
Génisses > 2 ans	30	Site Richecourt	Réglementation ICPE
Génisses 1-2 ans	105	Site Richecourt	Réglementation ICPE
Génisses < 1 an	105	Site Richecourt	Réglementation ICPE



## LETTRE DE DEMANDE

Monsieur le Préfet de la Meuse  
Service de l'Environnement  
40 rue du Bourg  
55112 BAR-LE-DUC Cedex

Richecourt, le 27 mars 2020

Objet : Dossier de demande d'enregistrement d'un élevage de bovins laitiers.

Monsieur le PREFET,

Je soussigné, Monsieur Alexandre COUCHOT associé du GAEC DE L'OUEST, ai l'honneur de solliciter l'enregistrement d'exploiter un élevage de vaches laitières pour un effectif de 302 vaches.

L'établissement dispose des capacités techniques et financières pour assurer l'exploitation et l'entretien du site.

Je certifie avoir pris connaissance de la totalité du dossier et atteste de la véracité de toutes les informations et renseignements qui y figurent.

J'espère recevoir prochainement une réponse favorable de vos services, et vous prie d'agréer, Monsieur le PREFET, en l'assurance de ma haute considération.

Monsieur COUCHOT Alexandre

**GAEC de L'OUEST**  
COUCHOT Eric, Magali, Alexandre  
chemin derrière les Jardins  
55300 RICHECOURT  
Tél.-Fax : 03 29 90 41 69  
Siret N° : 349 436 337 00027  
TVA FR 50 349 436 337



DEMANDE DE DEROGATION POUR L'ETABLISSEMENT DE PLANS AU 1/1000°

Monsieur le Préfet de la Meuse  
Service de l'Environnement  
40 rue du Bourg  
55112 BAR-LE-DUC Cedex

Richecourt, le 27 mars 2020

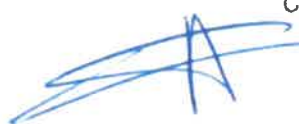
Monsieur le PREFET,

Par le présent courrier, je sollicite l'autorisation de présenter des plans de masse au 1/1000° au lieu de 1/200° au minimum, conformément à l'article R.512-46-4 3° du Code de l'Environnement.

Ces plans concernent le dossier de demande d'Enregistrement pour la modification d'exploiter de l'élevage bovin sur les sites de Richecourt et de Valbois/Savonnières. L'échelle permettra de mieux apprécier l'ensemble.

Espérant un avis favorable de votre part, je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, en l'assurance de ma haute considération.

Monsieur COUCHOT Alexandre



**GAEC de L'OUEST**

COUCHOT Eric, Magali, Alexandre  
chemin derrière les Jardins  
55300 RICHECOURT  
Tél.-Fax : 03 29 90 41 09  
Siret N° : 349 436 337 00027  
TVA FR 50 349 436 337



## DEMANDE DE DEROGATIONS AUX DISTANCES

Monsieur le Préfet de la Meuse  
Service de l'Environnement  
40 rue du Bourg  
55112 BAR-LE-DUC Cedex

Richecourt, le 27 mars 2020

Monsieur le Préfet de la Meuse,

J'ai l'honneur de solliciter votre bienveillance pour l'autorisation d'utiliser les bâtiments existants du site 1 de Richecourt et du site 2 de Savonnières/Valbois.

En effet, le site 1 de Richecourt se trouve, par rapport au tiers le plus proche, à 57 mètres pour la poche à engrais liquide. Le site 2 de Savonnières/Valbois se trouve lui à 3 mètres du cours d'eau.

Selon les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques N° 2101-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, à avoir :

Art 5 – I les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de :

- ✓ 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant à la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposable aux tiers.

Dans notre situation et pour les deux sites, les emprises au sol restent les mêmes.

Les bâtiments conserveront les mêmes aménagements intérieurs. Il n'y aura pas de modification de l'aspect extérieur des bâtiments.

La nature des incidences, l'importance et les mesures compensatoires prises sont évoquées dans le dossier.

Espérant un avis favorable de votre part, je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma haute considération.

M. COUCHOT Alexandre

**GAEC de L'OUEST**

COUCHOT Eric, Magali, Alexandre  
chemin derrière les Jardins  
55500 RICHECOURT  
Tel-Fax : 03 29 90 41 69  
Siret N° : 349 436 337 00027  
TVA FR 50 349 436 337

OPTIVAL

Page 15





## Article 1<sup>er</sup>

Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques n° 2101-2 à compter du 1er janvier 2014 et celles sous la rubrique 2111 à compter du 2 octobre 2015.

Les effectifs de vaches laitières précisés dans la demande d'enregistrement sont compris entre 151 et 400.

### ***Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (classement administratif)***

Les informations citées ci-dessous résument les activités du site et le classent dans la rubrique 2101 sous le régime de l'enregistrement.

(Rubrique modifiée par le décret 2016-1661 du 5 décembre 2016)

#### **Bovins (Etablissements d'élevage, vente, transit, etc.,)**

<b>1. Elevage de veaux de boucherie et/ou bovins à l'engraissement ; transit et vente de bovins lorsque leur présence simultanée est supérieure à 24 heures, à l'exclusion des rassemblements occasionnels :</b>	
a) Plus de 800 animaux	<b>(A-1)</b>
b) De 401 à 800 animaux	<b>(E)</b>
c) De 50 à 400 animaux	<b>(D)</b>
<b>2. Elevage de vaches laitières (c'est-à-dire dont le lait est, au moins en partie, destiné à la consommation humaine) :</b>	
a) Plus de 400 vaches	<b>(A-1)</b>
b) De 150 à 399 vaches	<b>(E)</b>
c) De 50 à 149 vaches	<b>(D)</b>
<b>3. Elevage de vaches allaitantes (c'est-à-dire dont le lait est exclusivement destiné à l'alimentation des veaux) :</b>	
A partir de 100 vaches	<b>(D)</b>
<b>4. Transit et vente de bovins, y compris les marchés et centres d'allotement, lorsque la présence des animaux est inférieure ou égale à 24 heures, à l'exclusion des rassemblements occasionnels :</b>	
Capacité égale ou supérieure à 50 places	<b>(D)</b>

A : Installations soumises à autorisation / E : installations soumises à enregistrement / D : Installations soumises au régime de déclaration

## Régime de l'enregistrement :

[Arrêté du 27/12/13](#) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101-2, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

[Arrêté du 24/11/11](#) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique 2101-2 : **texte abrogé par l'article 40 de l'arrêté du 27/12/13.**

Suivant le **Décret 2016-1661 du 5 décembre 2016 modifiant le code de l'environnement et la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.**

Rubrique	Désignation de l'activité	A, E, D, NC	Capacité de l'activité
2101	Elevage de vaches laitières	E	<b>302 vaches</b>
1530	Stockage de papier, carton et autres produits combustible	D	1400m3 (Richecourt) 2470m3 (Savonnière) >>>> <b>3870 m3</b>

Pour ce qui est du stockage de paille et fourrage, la rubrique ICPE 1530 s'applique. Ainsi pour un volume de 3870m3 au total, le mode déclaratif s'applique.

## Article 2

Au sens du présent arrêté, on entend par :

**Habitation** : un local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes, tel que logement, pavillon, hôtel ;

**Local habituellement occupé par des tiers** : un local destiné à être utilisé couramment par des personnes (établissements recevant du public, bureau, magasin, atelier, etc.) ;

**Bâtiments d'élevage** : les locaux d'élevage, les locaux de quarantaine, les couloirs de circulation des animaux, les aires d'exercice, de repos et d'attente des élevages bovins, les quais d'embarquement, les enclos des élevages de porcs en plein-air, ainsi que les vérandas, les enclos et les volières des élevages de volailles ;

**Annexes** : toute structure annexe, notamment les bâtiments de stockage de paille et de fourrage, les silos, les installations de stockage, de séchage et de fabrication des aliments destinés aux animaux, les équipements d'évacuation, de stockage et de traitement des effluents, les aires d'ensilage, les salles de traite, à l'exception des parcours ;

**Effluents d'élevage** : les déjections liquides ou solides, les fumiers, les eaux de pluie qui ruissellent sur les aires découvertes accessibles aux animaux, les eaux usées et les jus (d'ensilage par exemple) issus de l'activité d'élevage et des annexes ;

**Traitement des effluents d'élevage** : procédé de transformation biologique et/ou chimique et/ou physique des effluents d'élevage ;

**Epandage** : action mécanique d'application d'un effluent brut ou traité dans ou sur le sol ou son couvert végétal ;

**Azote épandable** : azote excrété par un animal d'élevage en bâtiment et à la pâture auquel est soustrait l'azote volatilisé lors de la présence de l'animal en bâtiment et lors du stockage de ses déjections ;

**Nouvelle installation** :

- Pour les bovins et les porcs : installation dont le dossier d'enregistrement a été déposé après le 1<sup>er</sup> janvier 2014 ou installation faisant l'objet après cette date d'une modification substantielle nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'enregistrement en application de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement. Est notamment considérée comme modification substantielle une augmentation du nombre d'animaux équivalents sur l'installation de 450 pour les porcs et 150 pour les vaches laitières ;
- Pour les volailles : installation dont le dossier d'enregistrement a été déposé après le 2 octobre 2015 ou installation faisant l'objet après cette date d'une modification substantielle nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'enregistrement en application de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement.

**Installation existante** : installation ne répondant pas à la définition de nouvelle installation.

*Les mots et expressions cités ci-dessus correspondront bien à l'interprétation désignée dans l'article 2.*

## **Chapitre I : Dispositions générales**

### **Article 3**

#### **3.1. Localisation de l'activité**

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à cette demande d'enregistrement.

L'exploitation exerce son activité au sein de deux sites :

- ✓ Site 1 pour l'élevage : chemin derrière les jardins 55300 RICHECOURT
- ✓ Site 2 pour le stockage fourrage : rte D162 Savonnières-en-Woëvre/ 55300 VALBOIS

Ces deux sites sont situés dans le département de la Meuse, région Grand-Est.

Le contexte environnemental est rural. Les villages sont composés d'habitations à faible densité et d'exploitations agricoles.

#### **3.2. Implantation des établissements**

##### **Site 1 Richecourt**

Ce site est implanté à Richecourt sur les parcelles n° 2-7 de la section ZC. La surface en propriété de M COUCHOT Eric est de 148 970 m<sup>2</sup> (cf. annexe 18).

Ces bâtiments constituent le site historique du GAEC DE L'OUEST, anciennement EARL DES SAUNIER dont la dernière déclaration ICPE est du 06/07/2010. Ces bâtiments se trouvent à proximité de Richecourt. Suite au projet, ce site abritera l'ensemble des animaux de l'exploitation pendant la période hivernale, le stock de céréales destiné à l'alimentation des animaux, un stockage de foin et paille, une fumière et les fosses.

Sur ce site, suivant la réglementation toutes les distances par rapport aux tiers ne sont pas respectées. Toutefois les bâtiments se trouvant au plus proche des tiers sont gérés en aire paillée intégrale (B2.2 et B1.3). Nous demandons à bénéficier de l'antériorité pour l'usage de ces bâtiments.

### Site 2 Savonnières-en-Woëvre

Historiquement, ce bâtiment était propriété de M HARBULOT Vincent jusqu'à la reprise lors de l'installation d'Alexandre COUCHOT.

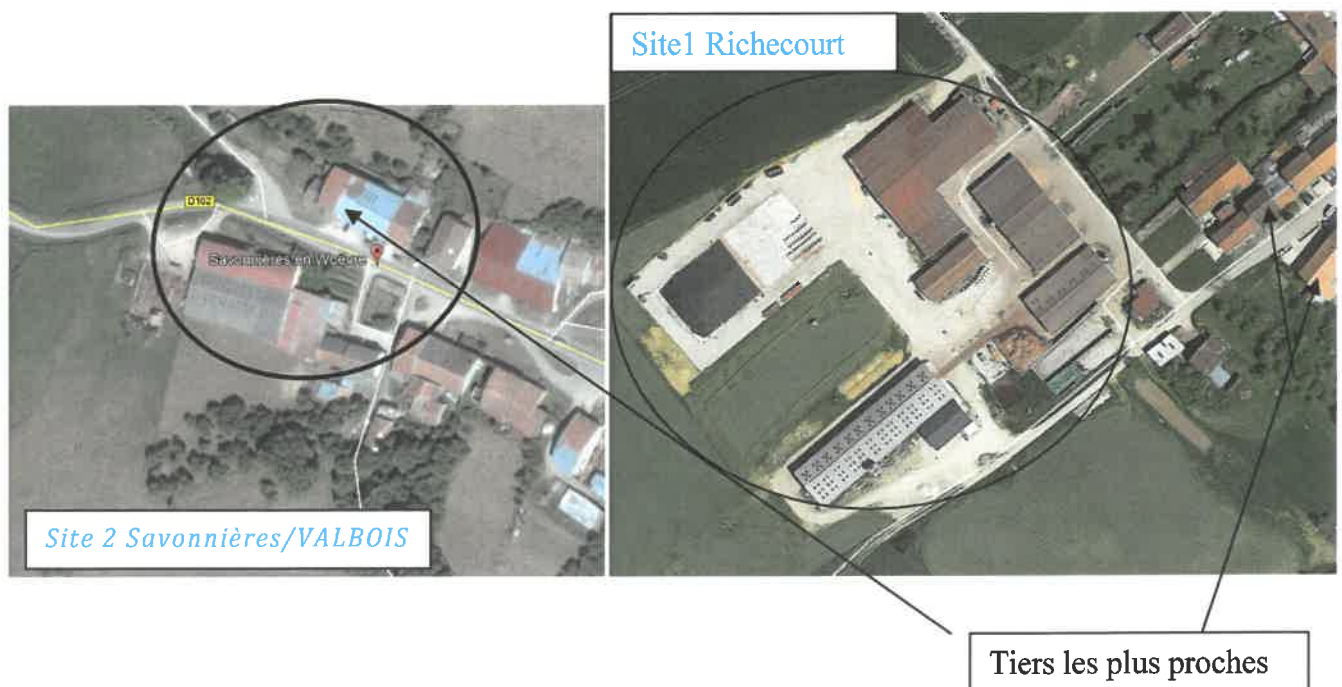
Suite à la construction du projet sur le site 1, ce bâtiment ne sera plus utilisé que pour stocker de la paille et du fourrage et divers matériels.

Ce bâtiment se trouve sur la parcelle 40 de 6479m<sup>2</sup>, section AA. Une partie de ce bâtiment reste à l'usage de l'ancien exploitant (voir plan de masse joint).

Les distances par rapport au cours d'eau ne respectent pas les distances minimales d'implantation. Les mesures compensatrices sont traitées à l'Article 5.

**Les plans cadastraux de l'établissement sont fournis en annexe.**

Les figures ci-dessous représentent les photographies aériennes des sites (source : Google Earth):



### **3.3. Dispositions prises pour l'organisation des bâtiments d'élevage du GAEC DE L'OUEST.**

Les bâtiments sont et seront utilisés pour une activité purement agricole conformément aux arrêtés mentionnés au chapitre 5 et aux plans présentés en annexe.

#### **3.3.1. Fonctionnement**

Ce dossier de régularisation a pour objectif la mise en conformité de l'exploitation vis-à-vis des installations classées. Une demande de permis de construire est déposée en même temps que ce dossier pour le bâtiment projet (B2.1/B2.4/B1.4 et FOSSE 2).

### **Site 1 Richecourt :**

Le site regroupe l'ensemble des bâtiments d'élevage de l'exploitation.

L'unité « vaches laitières » B2.1 se trouve sur une fosse caillebotis (FOSSE). Il n'y a pas de stockage d'effluents à l'extérieur. Sous le même bâtiment se trouvera également une partie du troupeau de renouvellement B2.4/B1.4 en mode « logettes/caillebotis ». Les fosses de stockage FOSSE et FOSSE 2 communiquent pour une gestion commune.

Les autres animaux du site, les vaches taries (B2.2) et les veaux de 0/6 mois (B1.1/B1.2) sont conduits en aire paillée intégrale. Le fumier est stocké soit sur la fumière FUMIERE ou en dépôt au champ en fonction des périodes et des conditions météorologiques. Le purin de la fumière est stocké dans la PREFOSSE.

Les curages des aires paillées ont lieu en journée et en semaine uniquement.

Le site compte également un stockage de fourrage Sfouillage de 1400 m<sup>3</sup>, un stockage de céréales destinées à l'alimentation Scéréales de 700t (930m<sup>3</sup>), un stockage d'aliments pour 240t (300m<sup>3</sup>) et une poche à azote liquide de 75 000l avec bac de rétention.

### **Site 2 Savonnières :**

Sur ce site, suite au projet, il n'y aura plus d'animaux logés. Le bâtiment sera utilisé pour le stockage de paille, de fourrage et de matériel en hiver.

Le bâtiment sera chargé suite à la moisson et transféré progressivement vers Richecourt en fonction des besoins.

A noter que le bâtiment n'est utilisé que partiellement par le GAEC DE L'OUEST, le reste étant toujours utilisé par le propriétaire M. SIMMONET Pierre. Le plan de masse (annexe 3) précise cette organisation.

## **Article 4**

L'exploitant établit et tient à jour les documents suivants :

- Un registre à jour des effectifs d'animaux dématérialisé auprès du service d'identification bovin.
- Un cahier sanitaire.
- Les différents documents prévus par le présent arrêté :
  - Un registre des risques énumérés dans l'article 14.
  - Un plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (plan de masse des installations).
  - Un plan d'épandage et les modalités de calcul de son dimensionnement en annexe.
  - Un cahier d'épandage annuel.
  - Les bons d'enlèvement d'équarrissage de la société ATEMAX.

Ces dossiers seront tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.



## Article 5 : Implantation des bâtiments par rapport aux tiers, aux cours d'eau et aux forages

### Site 1 Richecourt

Les bâtiments sont constitués d'aires paillées intégrales B1.3 et B2.2, d'une stabulation logettes lisier B2.1, d'un stockage de foin et paille Sfourrage, de stockage d'aliments Scéréales, de deux fosses FOSSE, FOSSE 2 et d'une fumière FUMIERE.

Bâtiments ou logements	Distance / Tiers	Distance réglementaire Oui / Non
Aires paillées intégrales B1.3 B2.2	77 m	OUI
Logettes lisier B2.3	151m	OUI
Stockage de foin et paille	113 m	OUI
Fumière	110m	OUI
Poche à azote couverte	57m	NON

*Aucun forage et cours d'eau ne sont à recenser à moins de 35 mètres du site.*

L'intégralité de ce site existant ne respecte pas les règles minimales d'implantation par rapport aux alinéas 1 de l'article 5. Le mode de fonctionnement en a été expliqué dans le préambule.

Nous signalons, qu'à notre connaissance, il n'y a qu'une autre ICPE soumise à déclaration, à proximité de notre exploitation. Le GAEC DE RICHECOURT se trouve à 350 mètres de nos bâtiments. Il n'y a pas de relation particulière entre nos deux exploitations.

### Sites 2 Savonnières

Ce site ne compte qu'un seul bâtiment. Une partie seulement du bâtiment est utilisé par le GAEC DE L'OUEST, le reste étant conservé par l'ancien exploitant. (le plan de masse en annexe 3)

Bâtiments ou logements	Distance / Tiers	Distance / Cours d'eau	Distance réglementaire Oui / Non
Stockage de foin et paille	28 m	Entre 3 et 9 m	NON

L'intégralité de ce site ne respecte pas les règles d'implantation par rapport aux alinéas 1 de l'article 5.

Il n'est pas prévu de demande de permis de construire pour ce site.

*Rappel des règles générales d'implantation : points I, II et III de l'article 5.*

I. Les bâtiments d'élevage et leurs annexes ne sont pas implantés à une distance minimale de :

- 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande. Cette distance est réduite à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation, toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ;
- 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à

l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ;
- 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'enregistrement ;
- 50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel.

En cas de nécessité et en l'absence de solution technique propre à garantir la commodité du voisinage et la protection des eaux, les distances fixées par le présent article peuvent être augmentées.

V. Pour les installations de bovins et de porcs existantes, ces dispositions ne s'appliquent qu'aux bâtiments d'élevage, annexes et parcours pour lesquels le dossier d'enregistrement a été déposé après le 1<sup>er</sup> janvier 2014, ou pour lesquels le changement notable a été porté à la connaissance du préfet après le 1<sup>er</sup> janvier 2014, sauf si ces bâtiments ou annexes remplacent un bâtiment existant avec une emprise au sol ne dépassant pas celle de l'existant augmentée de 10%.

#### **Demande de dérogation à distances pour les sites 1 et site 2:**

Comme évoqué ci-dessus, les sites 1 et 2 ne respectent pas les distances minimales requises par rapport aux tiers et au cours d'eau (article 5, alinéa I de l'arrêté du 27/12/2013).

En effet, **pour le site 1 Richecourt**, la poche à azote liquide se trouve à 57 mètres du tiers le plus proche. Toutefois celle-ci est couverte et dans un bac de rétention, les risques de nuisances pour les tiers sont très limités et uniquement en période d'épandage avec les mouvements de tracteur.

**Pour le site 2 Savonnières**, la distance minimale par rapport au cours d'eau n'est pas respectée pour le stockage de paille et fourrage.

Par palier ces manquements par rapport à la réglementation et limiter les risques, nous assurons certains points :

- **Pour le site 1.** La poche à azote étant déjà bien protégée par un bac de rétention et une couverture, il n'est pas envisageable d'augmenter les mesures. Le local contenant cette poche à azote ferme à clés.

**Pour le site 2.** Avant la réalisation du projet d'extension du bâtiment principal, le site 2 était utilisé pour le logement 80 génisses de renouvellement en aire paillée intégrale.

Sans animaux sur le site, il n'y aura plus de mouvement régulier de tracteur, les odeurs seront supprimées. Ce point est positif vis-à-vis de l'environnement.

Par rapport à la proximité du ruisseau, nous proposons la mise en place d'un merlon de terre entre le bâtiment et la berge ainsi que de conserver la zone en herbe pour limiter le ruissèlement direct en cas d'incendie. A la suite de chaque transfert, la paille au sol sera systématiquement ramassée.

Avant la réalisation de notre projet, le bâtiment hébergeait 85 animaux en aire paillée intégrale. Le site n'étant pas équipé de fumière et fosse, le fumier était stocké en dépôt au champ. Cette contrainte pour l'environnement sera supprimée après projet

Le maintien de la propreté de ce site et les précautions prises pour limiter l'impact envers l'environnement et les tiers (absence de paille en dehors du hangar, maintien du chemin en bon état...) sont et seront

toujours appliqués.

Récapitulatif des installations des sites 1, 2: les effectifs détenus sont les suivants :

Unité	Type d'animaux	Effectifs	Mode de logement	Destination	
Site 1 de Richecourt					
B1.1	Veaux de 0/3 semaines	40	Niches individuelles	FUMIERE	
B1.2	Veaux de renouvellement	65	Aire paillée intégrale	FUMIERE	
B1.4	Génisses de renouvellement de 1-2 ans	65	Aire paillée intégrale	FUMIERE	
B1.3	Génisses de renouvellement de 1-2 ans et > 2 ans	50 G>2 ans X10 G1/2 ans X40	Aire paillée intégrale	FUMIERE	
B2.1	Vaches laitières en lactation	252	Logettes lisier	FOSSE et FOSSE 2	
B2.2	Vaches laitières taries	40	Aire paillée intégrale	FUMIERE	
B2.3	Vaches laitières en lactation	10	Aire paillée intégrale	FUMIERE	Box d'isolement des VL
B2.4	Génisses de renouvellement de > 2 ans	20	Logettes lisier	FOSSE et FOSSE 2	Préparation vêlage

Justificatifs par rapport au plan (cf. plans de masse et de situation des sites en annexe)

## Article 6

*L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.*

*L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.*

Le site 1 de Richecourt est bien entretenu. Les abords des bâtiments sont soit bétonnés, soit stabilisés. Les mouvements de tracteurs ont lieu par le Chemin derrière la ville et la Rue du diable, sur l'arrière du village. Les tiers n'ont pas de vue directe sur l'intérieur des bâtiments. Le bâtiment projeté se trouve à l'opposé du site par rapport aux tiers.

Lors de la construction du bâtiment des vaches laitières (B2.1/2.2) en 2010, l'insertion paysagère du bâtiment a été travaillée et suivie lors d'une visite du CAUE. L'extension projetée sera également visée par l'architecte du CAUE.

Les comptes-rendus et recommandations du CAUE sont présentés en annexe 12.

Le site 2 de Savonnières,



L'accès au bâtiment se fait par le Nord-ouest, par une zone stabilisée. L'espace entre le bâtiment et le ruisseau est conservé en herbe et entretenu régulièrement.

**Mesures préventives**

Au niveau urbanisme, la commune de Richecourt dispose d'une carte communale.

Lors de la conception et notamment lors de l'élaboration du permis de construire, l'impact visuel a été abordé. Le choix et les couleurs des matériaux seront étudiés pour intégrer le bâtiment dans le paysage au niveau de ce même permis de construire.

Les abords sont bétonnés ou stabilisés.

Dans un souci global d'insertion paysagère, le bois a été privilégié en bardage, tout comme en charpente (le rapport de la visite du CAUE se trouve en annexe 12). Le bâtiment projeté sera du même niveau, le chantier sera également visé par le CAUE dans le cadre la demande de subvention.

La construction s'intègre très bien à l'environnement existant par son architecture sobre et aussi par les matériaux. L'ensemble s'harmonise parfaitement avec la végétation et l'environnement.

**Article 7**

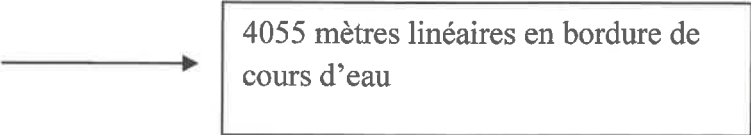
*L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agro-écologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.*

**Liste des infrastructures agro-écologiques**

**Dans le cadre des mesures relative au verdissement des exploitations, notre exploitation est tenue de respecter un taux de surface d'intérêt écologique (SIE).**

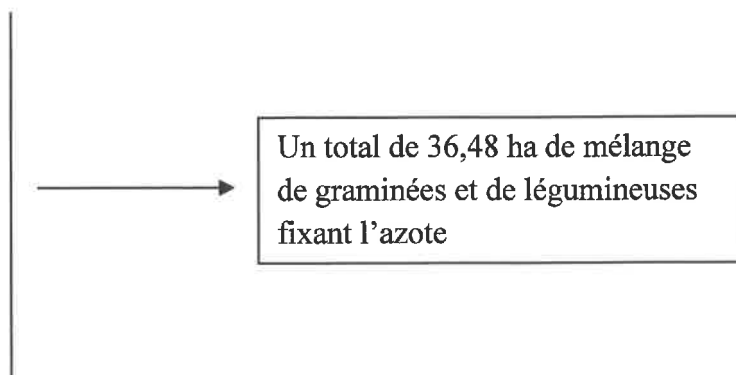
SAU	294 ha
Surface soumise à SIE	213,86 ha
Surface SIE	40,13 ha
Taux de SIE	18,76 %

- Cultures dérobées (mesures verdissement PAC) > ilot 9/parcelle 4 et ilot 21/parcelle 6 pour 69,05 ha.
- Bordure de cours d'eau (mesures verdissement PAC) avec maintien d'une bande en herbe
  - > ilot 1 pour 588 mètres linaires (ml)
  - > ilot 5 pour 836 ml
  - > ilot 6 pour 494 ml
  - > ilot 7 pour 150 ml
  - > ilot 12 pour 190 ml
  - > ilot 16 pour 1098 ml
  - > ilot 17 pour 302 ml
  - > ilot 28 pour 252 ml
  - > ilot 29 pour 145 ml



➤ Cultures fixatrices d'azote

- > ilot 11 pour 5,61 ha
- > ilot 14 pour 5,55 ha
- > ilot 23 pour 16,27 ha
- > ilot 24 pour 1,98 ha
- > ilot 30 pour 1,76 ha
- > ilot 31 pour 1,47 ha
- > ilot 32 pour 0,58 ha
- > ilot 33 pour 1,14 ha
- > ilot 34 pour 2,12 ha



- Prairies permanentes de longue durée (STH) dont les bandes enherbées > 80,14 ha, soit 27% de la SAU.
- Le ruisseau Le Rupt-de-Mad longe l'ilot 2, les arbres sont conservés sur les berges du cours d'eau.
- L'ilot 1, en bordure du Ruisseau du Ranaux, les arbres sont conservés sur les berges du cours d'eau.
- Ilots 21 et 30, présence de bosquets de Genévrier, il n'y a pas d'épandage organique.
- Ilot 22, périmètre de captage, il n'y a pas d'épandage organique sur cette parcelle.
- D'une manière générale, dans les parcelles exclusivement pâturées les arbres épars sont conservés pour créer des zones d'ombre aux animaux.

Aucun épandage de matière organique, d'engrais et de produits phytosanitaires n'est réalisé sur les 5 mètres de prairie que constitue cette bande enherbée naturelle pour répondre à la réglementation.

## Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions

### Section I : Généralités

#### Article 8

*Les parties de l'installation où il y aura présence de gaz ou de liquides inflammables susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.*

Sur le site 1 de Richecourt, on recense 4 sources de risques.

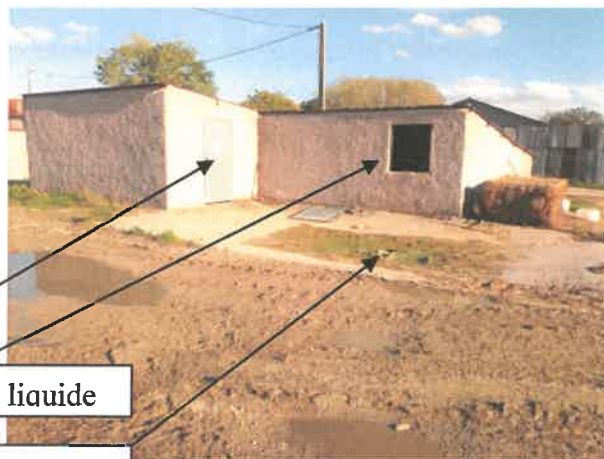
- La cuve à fioul de 10m<sup>3</sup>, c'est le seul stockage de carburant de l'exploitation se trouve à l'entrée de l'atelier.

La cuve est de type simple parois et un bac de rétention en béton étanche de la même capacité est construit autour de cette cuve. Il permettra de recueillir l'intégralité du carburant en cas de fuite accidentelle.



Un extincteur est placé  
à proximité de la cuve, sur le bac de  
rétention.

- Le local phytosanitaire est à proximité de la poche à azote. La pièce ferme à clés. Les parois étanches et la zone de chargement en pointe de diamant permettent de prévenir toute fuite éventuelle vers le milieu.



Local phyto.

Poche à azote liquide

Zone de remplissage

- Pour le stockage de paille Sfoufrage. Le tiers le plus proche se trouve à 113 mètres. Il est situé à plus de 10 mètres du Chemin communal derrière les jardins. Il ne présente donc pas de risque hormis la perte du fourrage et l'endommagement de l'infrastructure. Le bâtiment ne sera jamais utilisé pour le stationnement de tracteur pouvant être source d'incendie. La partie atelier avec la cuve à fioul est bien séparée du reste du bâtiment par un mur séparatif jusqu'à la couverture.

La défense incendie du site de Richecourt est assurée par un poteau à 270 mètres (voir plan de situation du site).

Sur le site 2 Savonnières. Le risque rencontré sur ce site se trouve au niveau du stockage de fourrage qui se situe à 11 mètres du bord de la route RD 162. Le matériel hiverné sur le site ne présentera pas de risque. Il s'agit principalement des équipements de fenaison, sans moteur (presse, faneuse, remorque,...).

Pour parer à tout accident, un extincteur à poudre ABC avec son panneau de signalisation est accroché à l'entrée des bâtiments atelier, local phyto, local technique de la machine à traite et à l'entrée du bâtiment de Savonnières (voir plan de masse des bâtiments)

## Article 9

*Les documents qui permettent de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.*

Les produits dangereux que l'on pourra recenser sur l'exploitation seront les produits phytosanitaires et les produits phytopharmaceutiques.

Un document représentant chacune de ces familles sera présent sur chacun des sites. Ils feront apparaître :

- ✓ leur nature,
- ✓ leur utilisation,
- ✓ les risques qu'ils représentent,
- ✓ comment les manipuler,
- ✓ comment se protéger,
- ✓ comment intervenir en cas de problème ou d'accident,
- ✓ les consignes à appliquer...

Pour les différents sites de l'exploitation, un Document d'Unique d'Evaluation des Risques (DUER) devra être établi, disponible et tenu à jour.

Les produits phytosanitaires utilisés pour les cultures sont tous prescrits par un technicien habilité. Les recommandations sont strictement appliquées. Les registres phytosanitaires et les fiches de prescription sont conservées pour une période de 5 ans.

Les produits vétérinaires sont achetés par le bien du vétérinaire de l'exploitation. Les ordonnances sont consignées dans un registre pour une période de 5 ans, les différents traitements sont consignés dans un cahier sanitaire.

Les produits de désinfection utilisés pendant la traite et de nettoyage de la machine à traite sont achetés au fournisseur de l'exploitation (Terrea SAS/ Damvillers).

Le refroidisseur de lait fonctionne avec du gaz R-404-A, pas facilement biodégradable et non biocumulable, il peut constituer un risque important pour l'environnement en cas de fuite. Le tank appartenant à la laiterie ULM, il est sous surveillance du GAEC de L'OUEST. Mais le suivi et la maintenance (voir paie de lait en annexe 19) doit et est assurée par la laiterie Union Laitière de la Meuse (ULM)



Ces différents pints sont vérifiés lors du contrôle de la Charte des Bonnes pratiques d'Elevage (annexe 19).

Les justificatifs et les fiches techniques des produits utilisés se trouvent en annexe 19.

## Article 10

Les locaux sont maintenus en état de propreté. Ils seront régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières organiques et de poussières occasionnés par l'alimentation des animaux et le curage des litières accumulées.

Il n'y aura pas de matières polluantes sur les sites, hormis le fuel et les produits phytosanitaires détenus sur le site 1 de Richécourt.

Les produits phytosanitaires sont contenus dans un local phytosanitaire uniquement prévu pour cet usage et répondant aux normes en vigueur.

En cas de fuite accidentelle, un sac de matière absorbante est disposé près de la cuve de fuel. Le contenu sera récupéré et envoyé vers un centre de collecte agréé.



## Les pollutions liées aux déjections des animaux

Tous les circuits des déjections seront construits et aménagés par des professionnels agréés. Les fosses seront en béton étanche. Les canalisations ainsi que les pompes seront équipées de vannes de sécurité. Toute l'infrastructure sera sécurisée.



Les fumiers des stabulations paillées seront enlevés des bâtiments non occupés pendant la période estivale. Ces derniers seront nettoyés et désinfectés après curage.

Des insecticides seront pulvérisés dans les bâtiments pendant cette période.  
Cette disposition empêchera la prolifération des insectes.

Des appâts anti-rongeurs seront disposés à différents endroits de l'exploitation. Les aliments attirant les rongeurs et non consommés seront enlevés régulièrement.

Nous sommes bien conscients que la situation actuelle n'est pas convenable. En effet, une partie des vaches laitières est logée dans un autre bâtiment (B2.2) ce qui induit une zone de transfert entre ces unités.

Mais suite à la réalisation, l'ensemble des vaches laitières en lactation sera logé dans le même bâtiment, cette zone de transfert n'existera plus.

L'ensemble des égouts de toiture sera révisé par le charpentier lors de la construction de notre projet. Il n'y aura plus de risque de contact entre les eaux pluviales et les effluents d'ici le mois de juin 2020.

## **Section II : Dispositions constructives**

### **Article 11**

Le tableau suivant récapitule les ouvrages de stockage, leurs volumes et la provenance des effluents

Dénomination	Type de stockage	Surface en m <sup>2</sup>	Volume en m <sup>3</sup>	Ce qu'il contient	Matériaux
<b>Site 1 Richecourt</b>					
<b>PREFOSSE</b>	fosse		312 m3 (vt)	purin	Fosse béton, rectangulaire, enterrée, non couverte
<b>FUMIERE</b>	Fumière	500m <sup>2</sup>		fumier	Fumière non couverte, 2 murs, purin envoyé vers PREFOSSE
<b>FOSSE</b>	Fosse		2010 m3 vu	Lisier, Eaux blanches, Eaux Vertes	Fosse sous caillebotis, mixage auto. électrique
<b>FOSSE 2</b>	Fosse		3078 m3 vu	Lisier, Eaux blanches, Eaux Vertes	Fosse sous caillebotis, mixage auto. électrique
<b>S1</b>	Silo à ensilage sans écoulement de jus (ms>27%)		3354m3	Ensilage de maïs	Silo couloir bétonné relié à PREFOSSE
<b>S2</b>	Silo à ensilage sans écoulement de jus (ms>27%)		2842m3	Ensilage d'herbe	Silo couloir bétonné relié à PREFOSSE
<b>S3</b>	Silo à ensilage sans écoulement de jus (ms>27%)		403m3	Sous-produits	Silo couloir bétonné relié à PREFOSSE
<b>S4</b>	Silo à ensilage sans écoulement de jus (ms>27%)		980m3	Sous-produits	Silo couloir bétonné relié à PREFOSSE

NB : les silos S1/S2 et S4 seront reliés à PREFOSSE lors de la réalisation des travaux du nouveau bâtiment. L'implantation précise de cette conduite n'est pas encore définie. En tout état de cause, il n'y aura pas de communication avec le réseau des eaux pluviales.

Ces bâtiments constituent le site historique de l'exploitation.

L'ensemble des sols des bâtiments et des annexes (couloir d'alimentation, stockage céréales et fourrage) est bétonné.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage existant, le bas des murs sera imperméabilisé et maintenu en parfait état d'étanchéité (agglomération crépis ou béton banché) sur une hauteur d'un mètre au moins.

Conformément à la réglementation, la fosse PREFOSSE est grillagée sur une hauteur de 2 mètres.



Sur ce site, il est stocké occasionnellement des bottes d'enrubannage (Senrub). Ces bottes sont étanches par un film plastique. La matière sèche supérieure à 50% implique qu'il n'y a pas de production de jus par ce fourrage.

Tous les sols du bâtiment des vaches laitières et ses annexes (salle de traite, laiterie) seront étanches, en sol bétonné ou en caillebotis dont les jus se déversent directement dans la fosse.

Il n'y a pas de moyen pour examiner les tuyaux enfouis. Ils ne présentent pas de risque si on respecte la profondeur d'enfouissement.

Les eaux blanches et vertes de la laiterie et de la salle de traite sont canalisées par gravité dans des tuyaux renforcés, enterrés et collés à partir du puisard de la laiterie jusqu'à la fosse FOSSE. L'aire d'attente est collectée directement vers la fosse FOSSE.

Les aires d'ensilage ne produiront pas de jus (pas d'ensilage à moins de 27 % de matière sèche).

Les silos d'ensilage sont et seront couverts en permanence par une bâche plastique maintenue en bon état.

Les deux fosses FOSSE et FOSSE 2 sont reliées, la gestion est commune.

La prévention des défauts d'étanchéité relève de l'entretien courant.

Les fosses seront régulièrement vidées et contrôlées visuellement. La période la plus propice pour cet examen sera la fin du printemps (période où elles seront le plus vidées), à l'issue de la principale campagne d'épandage. Tout défaut dans la maçonnerie ou le revêtement de la fosse fera l'objet d'un traitement adapté, soit par le pétitionnaire, soit par un artisan spécialisé. La nouvelle fosse projetée

FOSSE 2 sera réalisée par un professionnel, la garantie décennale constructeur attestera de la fiabilité de l'ouvrage.

La surveillance mensuelle et l'entretien des fosses le cas échéant feront l'objet d'un enregistrement.

Des drains avec regards de visite et de contrôle sont réalisés autour des fosses.

Un drain de ceinture récupérant ceux sous fosses sera installé autour des fosses en projet, avec regard de contrôle offrant la possibilité de visualiser les éventuelles fuites.

Une garde de 25 cm, équivalente à 3 semaines de stockage est également prévue dans ces capacités de stockage afin d'éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Les aires paillée B1.3/B2.2/B2.3 sont sans risques de pollution dans les bâtiments car le fumier est de type très compact.

## Article 12

Les installations disposent en permanence d'un accès carrossable pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'accès au site 1 se fait par le Chemin derrière les jardins et par la Rue des Saulniers.

Pour le site 2, l'accès se fait par le Nord-ouest du bâtiment

Ces accès permettent facilement aux camions de circuler.

Lorsqu'il n'y a aucune présence humaine, les véhicules dont la présence sera liée aux sites, seront stockés sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les accès sont précisés sur les plans de masse (annexe 3)

## Article 13

### **13.1. Sources et estimation des dangers**

L'incendie demeure l'évènement accidentel à privilégier, au niveau du stockage de la paille et du stockage de fuel.

En ce qui concerne le risque d'incendie, il reste possible mais minime par rapport à la quantité de paille stockée et à sa localisation. Les bâtiments de stockage ne sont pas alimentés en électricité. Le risque reste donc minime.

Les bâtiments détenant la réserve le fioul (atelier) et le local phytosanitaire ferment à clé, donc hormis un incendie criminel avec forçage de la porte d'entrée ou une étincelle accidentellement dans le local, aucun sinistre n'est envisageable.



## 13.2. Mesures de prévention et de protection

### Les moyens de lutte contre l'incendie

Chaque site d'élevage est accessible aux poids lourds, que ce soit pour la livraison d'aliments, l'enlèvement des animaux, le pompage du lisier, les ensilages et le stockage de la paille. Dans ces conditions, les accès sont suffisants pour les véhicules de secours (voir article 12).

Les plans de masse montrent les points d'accès aux sites.

#### Site 1 de Richecourt

Lors de l'instruction du Permis de Construire, le SDIS de la Meuse avait émis un avis défavorable. Suite à un courrier de M COUCHOT demandant conseils et sur conseils du SDIS, une poche à incendie de 120m<sup>3</sup> a été achetée (voir justificatif annexe 8) et sera implantée (voir plan de masse).

Des extincteurs portatifs et vérifiés par un organisme agréé assurent la protection interne de ce site.

Près du stockage de foin un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes sera placé. Le local est constamment fermé à clés.

Le local phytosanitaire est fermé à clés. Il est aéré et ventilé par des bouches hautes et basses. Pour parer à tout accident, un extincteur à poudre ABC avec son panneau de signalisation à l'extérieur du local phyto sera accroché.

A cause des produits inflammables, la porte s'ouvre vers l'extérieur pour la sécurité des hommes.

Les mentions « local de produits phytosanitaires » et « interdiction de fumer », ainsi que les consignes de sécurité seront affichés et mises en évidence.

Pour le stockage de paille Sfourrage, un extincteur à poudre sera placé à l'entrée du bâtiment. Ce stockage est éloigné de toute habitation (110 mètres du tiers le plus proche). Il est situé à 10 mètres du Chemin derrière les jardins. Il ne présente donc pas de risque hormis la perte du fourrage et l'endommagement de l'infrastructure. Pour parer à tout accident, un extincteur à poudre ABC avec son panneau de signalisation sera accroché à l'entrée du bâtiment. Le bâtiment n'est pas alimenté en électricité.

Les numéros d'urgence (Samu-15, Police Secours-17, Pompiers-18, Général-112) et le contact téléphonique des centres antipoison seront affichés.

Les extincteurs portatifs :

- ✓ Pour le logement des vaches et ses annexes → un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques (local technique de la salle de traite)
- ✓ Pour le stockage de fourrage, l'atelier et le local phytosanitaire → un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité de l'entrée des bâtiments.

Toute l'installation électrique est conforme. Le site n'est pas alimenté en gaz.

Sur les engins agricoles motorisés, un extincteur à eau est accroché.

## **Site 2 de Savonnières**

Un point de pompage se trouve à 167 mètres du bâtiment Sfourrage.

Un extincteur se trouve à l'entrée Nord-ouest du bâtiment. Suite au projet, le bâtiment ne sera plus alimenté en électricité.

### **Pour chacun des sites**

La fréquence de vérification des installations électriques est de 5 ans suite à la mise en conformité initiale. Si toutefois l'établissement s'approprie de la main d'œuvre salariée, la vérification sera réalisée tous les ans.

Les extincteurs seront vérifiés annuellement.

Des panneaux de signalisation seront mis en place ainsi que l'affichage des consignes de sécurité sur chacun des sites. Un registre de sécurité est également à disposition.

Les consignes de sécurité préciseront les numéros d'urgence à appeler :

- ✓ le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18,
- ✓ le numéro d'appel de la gendarmerie : 17,
- ✓ le numéro d'appel du SAMU : 15,
- ✓ le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112,
- ✓ les personnes autres (responsable d'exploitation, M. COUCHOT),

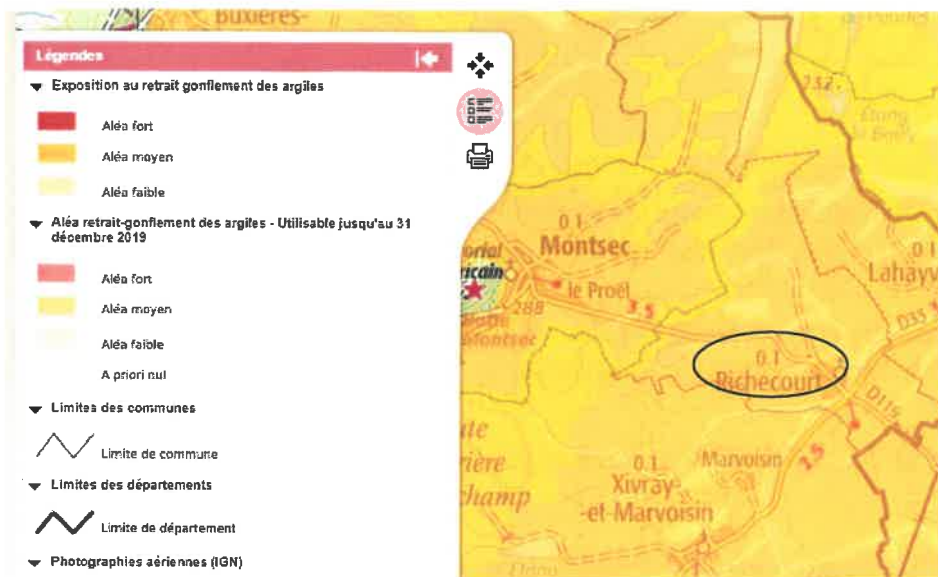
Ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature, pour assurer la sécurité des personnes et la sauvegarde de l'installation.

La vérification des installations électriques est commandée à la société APAVE. Le rendez-vous est fixé au 26/03/2020 (voir annexe 21), le compte-rendu de la visite sera transmis au plus vite suite à l'intervention

### **13.3. Les dispositions constructives**

La commune de Richecourt dispose d'une Carte Communale. Les bâtiments de l'exploitation se trouvent en zone INT1, sans restriction particulière vis-à-vis des constructions à usages agricoles.

La commune de Richecourt n'est pas soumise à un Plan de Prévention des Risques Naturels et Miniers. Pour le département de la Meuse, seul 3 communes sont couvertes par un PPRM, Bouligny, Eton et Dommary-Baroncourt. Le GAEC DE L'OUEST n'a pas de parcelle sur ces communes.



La commune de Richecourt est classée en risque "moyen" vis-à-vis du retrait des argiles.

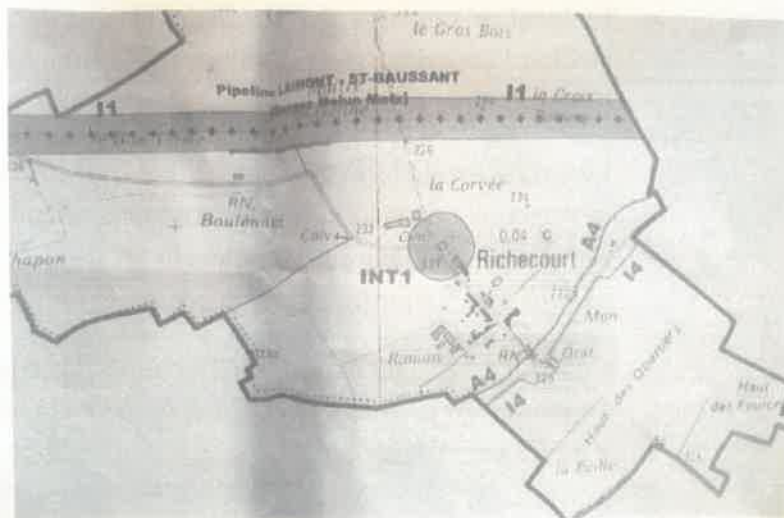


Cartographies des zones potentiellement inondables

site  
GAEC DE 'OUEST

La cartographie des zones inondables ne laisse pas apparaître de risques particuliers. Une cartographie plus précise est demandée à la DDT de la Meuse, sans réponse pour le moment. Cette annexe sera transmise au plus vite. Ce point sera également vérifié par le service instructeur du permis de construire.

**Le pipeline de Laimont à St Baussant** passant à +/- 750 mètres au Nord des bâtiments de l'exploitation ne présente pas de risque particulier.



## Section III : Dispositif de prévention des accidents

### Article 14

Pour chacun des sites, l'exploitant pourra présenter un certificat de conformité pour ses installations électriques, justifiant son bon état et sa vérification par un professionnel. Cette vérification aura lieu tous les cinq ans et tous les ans si l'exploitation venant à employer des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie et/ou d'explosion, les rapports des visites de contrôles (en annexe) sont tenus à disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, dans un registre des risques.

Les bâtiments de stockage de paille des 2 sites ne sont pas équipés d'électricité.

## Section IV : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

### Article 15

Comme indiqué dans l'article 8, sur le site 1 de Richecourt, on recense deux sources potentielles de pollution accidentelle.

- Une cuve à fioul métallique constituée d'une paroi simple d'une capacité de 6000 litres. C'est le seul stockage de fioul de l'exploitation. Un bac de rétention de la même capacité est construit autour de cette cuve. Il permettra de recueillir l'intégralité du carburant en cas de fuite accidentelle. Ce bac résiste à l'action physique et chimique de ce fluide (étanchéifié avec un enduit spécifique au fuel).

En cas de rupture de la cuve, l'enlèvement de ce fuel sera réalisé par un organisme agréé si celui-ci ne peut pas être récupéré par l'éleveur à des fins d'être réutilisé pour les engins.

Les contenants annexes de produits pétroliers comme les bidons d'huile sont stockés sur des bacs de rétention. Un bac de rétention permettant de recueillir l'ensemble des huiles propres et usagées est opérationnel depuis le 27/01/2020.

- Le local de stockage phytosanitaire permet de stocker l'ensemble des produits utilisés sur l'exploitation.



Le sol du local phyto est étanche. Le seuil surélevé au niveau de la porte protège les risques de déversement dans le milieu environnant, en créant une cuve de rétention. Un bac à sable sera installé à l'intérieur de ce conteneur en cas de déversement accidentel. Le cas échéant, les résidus seront éliminés vers un centre de traitement spécifique.

Ce local est distant de plus de 35 mètres des cours d'eau, puits, mares et forages et éloigné de 14 mètres du premiers tiers. Il est fermé à clé, aéré et ventilé (points haut et bas). La porte s'ouvre vers l'extérieur.



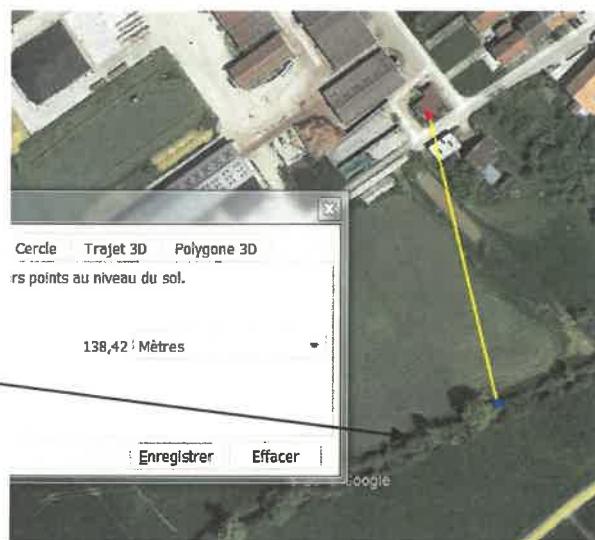
Le remplissage du pulvérisateur est réalisé sur une aire spécifique devant le local de stockage. Cette plateforme n'est pas couverte. Le sol en pointe de diamant, en béton étanche et aux bords relevés permet de stocker le volume du pulvérisateur si une fuite accidentelle devait se produire lors du remplissage.

Le sol de stockage des cadavres sera une surface bétonnée et étanche (au niveau de la fumière). Les eaux de lavage de cette surface seront recueillies dans les différentes fosses.

Pour les matières répandues accidentellement (ex : fuite d'huile des engins), des bacs avec absorbant d'hydrocarbure seront disposés dans l'enceinte des structures afin de collecter la moindre fuite. L'élimination de ce déchet sera ensuite acheminée vers un centre agréé.

Les bâtiments des différents sites sont implantés à une distance supérieure à 35 mètres de la rivière.

Le Rupt-de-Mad



A ce jour, il reste à réaliser un bac de rétention pour le stockage des produits acides, alcalins et de désinfections de l'installation de traite. Ce bac sera réalisé pour le 30/06/2020 au plus tard.

### Chapitre III : Emissions dans l'eau et dans les sols – (Biodiversité et Zone Natura 2000)

#### Section I : Principes généraux

#### Article 16

*I. Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 et suivants du code de l'environnement.*

*II. Dans les zones vulnérables aux pollutions par les nitrates, délimitées conformément aux dispositions des articles R.211-75 et R.211-77 du code de l'environnement, les dispositions fixées par les arrêtés relatifs aux programmes d'action pris en application des articles R.211-80 à R.211-83 du code de l'environnement sont applicables.*

#### Rappels des exigences des demandes des articles :

IV. de l'Article 212-1 - Les objectifs de qualité et de quantité des eaux sont fixés par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux.

Les articles R. 211-75, R. 211-76 et R. 211-77 du code de l'environnement réglementent les exigences des zones vulnérables ainsi que la directive nitrates 6ème programme dont fait partie l'exploitation.

La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages est entrée en vigueur.

### **Compatibilité du projet:**

*SDAGE >>> Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux*

*SAGE >>> Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau*

Le GAEC DE L'OUEST est concerné par les deux SAGE et le SDAGE du district Meuse

- SDAGE Rhin-Meuse, district Rhin, mesures 2016/2021
- SAGE hydrogéologique du bassin ferrifère n°02003 approuvé par arrêté inter préfectoral du 27/03/2015
- SAGE du Rupt-de-Mad/Esch/Trey, élaboration en cours.

L'ensemble du parcellaire de l'exploitation relève de l'Agence de bassin Rhin-Meuse

### **SDAGE Rhin-Meuse 2016/2021 (district Rhin)**

Les SDAGE, avec la loi sur l'eau de 1992, renforcé par la Directive cadre sur l'eau du 23 octobre 2000 (loi 2004-338 du 21 avril 2004) ont défini 3 objectifs environnementaux.

- Les objectifs quantitatifs et qualitatifs relatifs aux masses d'eau, aucune masse d'eau ne doit se dégrader
- Les objectifs relatifs aux substances, il s'agit de réduire ou supprimer certaines substances dangereuses dans les eaux de surface et de limiter la contamination des eaux souterraines.
- Les objectifs relatifs aux zones protégées définies par la Directive Cadre sur l'Eau.

Lors de l'élaboration du SDAGE, les membres du comité de bassin ont défini les règles communes pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. A la recherche du meilleur compromis et des choix nécessaires pour entraîner l'ensemble des acteurs de l'eau vers des objectifs ambitieux, qui constituent autant d'engagements vis-à-vis de la commission européenne.

- La reconquête de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques et humides pour environ les deux tiers des masses d'eau de surface.
- Le bon état pour plus d'un tiers des masses d'eau souterraines.
- La réduction des rejets, émissions et pertes de substances dangereuses.
- Des actions fortes de protection et reconquête des captages d'alimentation en eau potable.

- L'achèvement de la mise en conformité des stations d'épuration urbaines.
- Le développement de pratiques culturelles agricoles.
- La restauration de la continuité écologique respectueuse des milieux aquatiques.
- La restauration de la continuité écologique des cours d'eau (trame bleue).
- Le développement des politiques de gestion locales (SAGE).

Concrètement, les exploitations agricoles sont entre autres concernées par deux objectifs :

Le premier est basé sur la réduction des nitrates dans l'eau qui a conduit à renforcer le programme de la directive sur les programmes d'action nitrates (mise en conformité des bâtiments d'élevage et adaptation des fertilisations organiques et chimiques sur les cultures (cf. texte ci-dessous).

De part sa situation en Zone Vulnérable au Nitrates, le GAEC DE L'OUEST est tenu de respecter la Directive Nitrates 91/676 CEE, Plan d'Action National et Plan d'Action Régional Grand-Est.

Le second porte sur la limitation des substances dangereuses et la réduction des produits phytosanitaires. L'intégration du plan Ecophyto II dans les plans phytosanitaires des différentes cultures permet de répondre au SDAGE.

Le respect de la Directive Nitrate et le bon usage des produits phytosanitaires permet le respect du SDAGE.

L'ensemble de l'exploitation se trouve en Zone Vulnérable aux nitrates.

Le 29 octobre, 2009, le comité de bassin a approuvé le schéma directeur d'aménagement et de gestion du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands pour la période 2016 à 2021.

*Pour les zones désignées comme vulnérables dans le cadre de la directive relative concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates (directive Nitrates 91/676/CEE) à partir de sources agricoles. Les objectifs de qualité poursuivis par la directive nitrates à savoir réduire sous la concentration de 50mg/l. les concentrations en nitrates dans les eaux souterraines et les eaux douces superficielles et supprimer les phénomènes d'eutrophisation sont repris par les objectifs de qualité de eaux au titre de la DCE. Les mesures sont celles annoncées par les programmes d'action nitrates prévus aux articles R211-80 et suivant du code de l'Environnement. Il n'y a donc pas d'objectif spécifique à prendre en compte sur les zones vulnérables. Les programmes d'actions en zone vulnérable élaborés en application de l'article R.211-80 et suivant du Code de l'environnement (modifié par le décret n°2011-1257 du 10 octobre 2011) sont d'application obligatoire pour toutes les parcelles comprises dans la zone vulnérable élaborée en application de l'article R.211-75 et suivant du code de l'environnement. Ils comprennent un socle national (défini par arrêté ministériel) définissant des mesures communes à l'ensemble des zones vulnérables du territoire national et des programmes régionaux (définis par arrêté du Préfet de région) comprenant les mesures de renforcement prévues par le socle national.*

*Les programmes d'action régionaux comprennent des zones dites « d'actions renforcées » correspondant notamment aux aires d'alimentation de captages dans lesquelles la concentration (percentile 90) en nitrates dépasse 50 mg/l. Afin de garantir une bonne coordination des dispositions prises au titre de la Directive nitrates d'une part et de la DCE d'autre part, le programme d'actions nitrates comprend des mesures de bonnes pratiques pour limiter les fuites d'azote alors que le plan d'action de la zone de*

protection des captages comprend des mesures induisant une évolution plus profonde des pratiques (pertes de rendement, changement de système de production, ...).

La mise en œuvre de la Directive nitrates permet de limiter des fuites d'azote. D'autres mesures peuvent être mises en œuvre en complément : mesures incitatives et volontaires, formation et conseil, démarches contractuelles, démarches réglementaires de type zones soumises à contraintes environnementales maîtrise de l'usage des sols, mise en œuvre de démarches spécifiques sur les territoires à enjeux comme les aires d'alimentation de captage ou les bassins versants algues vertes (etc.).

Les pratiques utilisées sur l'exploitation et les mesures liées au projet sont compatibles avec les attentes du SDAGE.

Les pratiques de l'exploitation permettent de respecter le SDAGE actuel:

- ✓ La pratique de la technique culturale simplifiée (TCS) pour certains semis de blé permet de limiter les lessivages de surface et l'entraînement de pollution vers le milieu,
- ✓ La nouvelle fosse FOSSE 2 et l'ensemble des unités de stockage fosse et fumière permettent un stockage des effluents de plus de 6,5 mois. Cela permet d'épandre pendant les périodes les plus adaptées afin de réduire encore les pertes d'azote par lessivage pour réduire la pollution par les nitrates,
- ✓ Ne laisser aucun sol nu pendant l'hiver en implantant des cultures intermédiaires sur toutes les parcelles implantées au printemps (CIPAN)
- ✓ Conserver la production de lait de l'exploitation afin de maintenir une biodiversité sur les cultures.
- ✓ Etant situé en Zone Vulnérable au Nitrates, l'exploitation est tenue de réaliser et respecter un plan prévisionnel de fertilisation en fonction des différents critères établis par le GREN Lorraine.
- ✓ L'utilisation des produits phytosanitaires doit être conforme aux prescriptions établies par les personnes habilitées.
- ✓ La qualification Certi'phyto est suivie par des stages de mise à niveau régulier.

	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Blé</b>	71,48	113,41	63,14	81,02	57
<b>Orge/Triticale</b>	0	12,3	50,82	30,42	41
<b>Maïs + CIPAN</b>	61,97	63,14	61,51	64,74	70
<b>Colza</b>	50,8	0	0	0	0
<b>Prairie Temporaire</b>	10,99	11,3	23,18	37,68	37,68
<b>Luzerne</b>	6,82	6,82	6,82	0	0
<b>Mélange céréales/prot.</b>	0	0	3,81	0	0
<b>Prairie permanente</b>	85,36	85,11	84,94	81,02	83,32
<b>Betterave fourragère + CIPAN</b>	0	0	0	0	5
<b>SAU totale</b>	287,42	292,08	294,22	294,88	294
<b>% Herbe/SAU</b>	<b>35,9%</b>	<b>35,3%</b>	<b>39,1%</b>	<b>40,3%</b>	<b>41,2%</b>

*Evolution de l'assolement depuis les 5 dernières campagnes.*

L'évolution de l'assolement de l'exploitation et la part de plus en plus importante des surfaces en herbe malgré l'évolution des effectifs démontre bien la prise de conscience des éleveurs par rapport à la notion d'environnement.



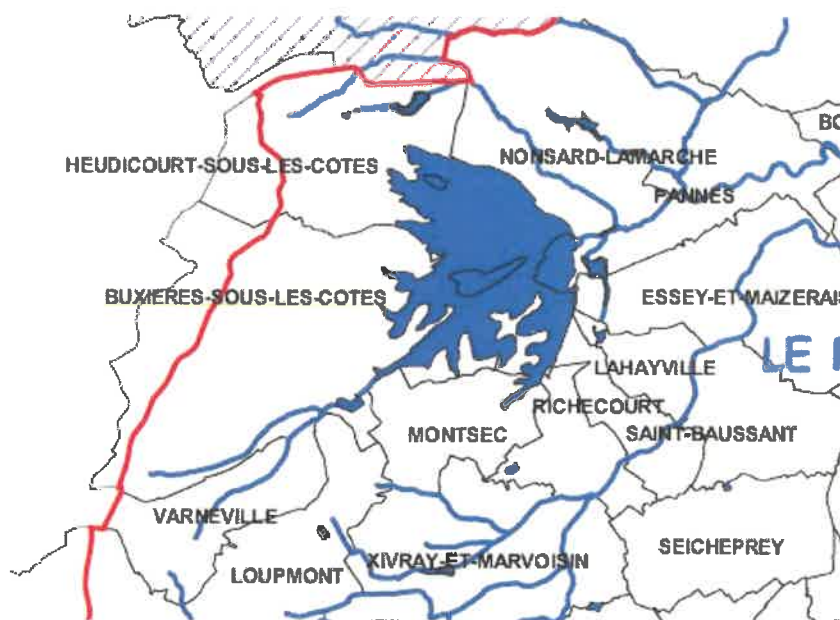
Ces différentes mesures permettent au GAEC DE L'OUEST d'assurer les recommandations du SDAGE et notamment l'orientation T2-O4 « réduire la pollution par les nitrates et les pollutions phytosanitaires d'origine agricole ».

### SAGE Rupt-de-Mad, Esch, Trey

Les usages de l'eau sur les bassins versants du Rupt-de-Mad, Esch et du Trey sont essentiellement domestiques et notamment l'alimentation de l'agglomération de Metz, agricoles et d'agrément avec le Lac de Madine.

Les masses d'eau rencontrées sont essentiellement :

- Les cours d'eau avec le Rupt-de-Mad, l'Esch et le Trey. Ces trois cours d'eau sont des affluents naturels de la Moselle.
- Les zones humides sur les bassins du Rupt-de-Mad, de l'Esch et le Trey avec la présence de milieux humides variés (étangs, prairies humides et vallons forestiers) jouant un rôle fondamentale de régulation et d'épuration des eaux.
- Les eaux souterraines avec les sous-sol perméables de l'Est des bassins versants du Rupt-de-Mad, de l'Esch et le Trey, constitue une réserve d'eau souterraine d'importance. La faible profondeur de la nappe du Bajocien la rend vulnérable aux pollutions accidentelles et diffuses.



Les risques de pollution peuvent être d'origine divers, avec les activités industrielles, artisanales, les transports et les défaillances des systèmes d'assainissement...

Elles concernent des produits dangereux très divers et demandent la mise en place de périmètres réglementaires de protection comme celui de Valbois/Savoinières DUP 55000325 qui concerne directement le parcellaire du GAEC DE L'OUEST et l'ilot n°22.

L'usage agricole concerne l'utilisation de l'eau essentiellement pour les exploitations laitières et d'élevage. La plupart des exploitations sont aux normes suite au Programme de Maîtrise des Pollutions Agricole (PMPOA).

Le parcellaire de l'exploitation se trouve plus précisément sur le bassin versant du Rupt-de-Mad et du Lac de Madine et en Zone Vulnérable aux Nitrates. L'exploitation est tenue de respecter la Directive Nitrate 6ème programme.

L'engagement à venir pour cette année du GAEC DE L'OUEST pour une MAEC « maintien de l'herbe » prouve l'implication des associés pour cette question environnementale.

Les principales actions agricoles portent sur :

- Les cours d'eau avec les opérations d'entretien et de restauration des berges. Ces opérations sont menées sous le contrôle des Communautés de Communes de la Petite Woëvre et du Pays de Vigneulles les Hattonchâtel. Le maintien des SIE et des arbres en bords des cours d'eau (voir article 7) respecte ces recommandations.

- Des mesures agricoles qui visent à modifier certaines pratiques d'exploitants avec les plans Agri-Mieux « Rupt-de-Mad ».
- Il n'y a pas d'animaux alimentés directement dans les cours d'eau.
- Les cours d'eau sont tous protégés des animaux par une clôture fixe.

### SAGE Bassin ferrifère

L'arrêt progressif de l'exploitation minière dans le bassin ferrifère, ces deux dernières décennies, a conduit à des modifications importantes du régime des eaux souterraines et superficielles. Il en résulte des impacts forts vis-à-vis des usages, des risques naturels et conditions d'alimentation des cours d'eau. Ce constat a conduit les pouvoirs publics à l'élaboration du SAGE Bassin ferrifère (arrêté inter-préfectoral du 05/04/1994).

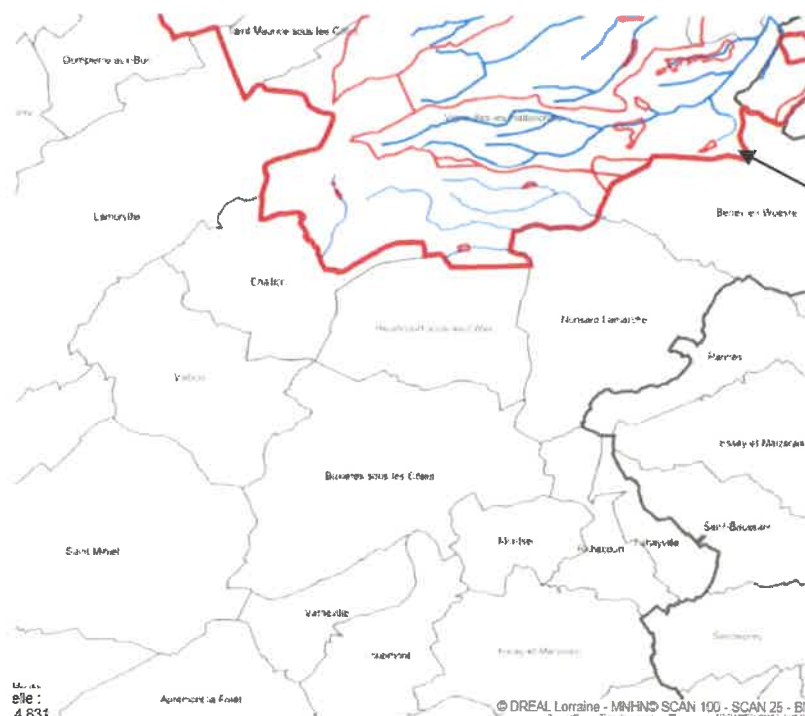
Le SAGE Bassin ferrifère définit 11 objectifs :

1. Préserver la qualité et l'équilibre quantitatif et qualitatif des ressources en eau à long terme
2. Sécuriser l'AEP à long terme
3. Protéger les captages AEP
4. Organiser une gestion durable et concertée de la ressource en eau des réservoirs miniers
5. Améliorer la qualité physique des cours d'eau et rétablir leurs fonctionnalités
6. Adopter une gestion intégrée et concertée des bassins versants des cours d'eau dont le débit d'étiage a diminué après l'ennoyage.
7. Préserver, restaurer et gérer les zones humides
8. Améliorer la gestion des plans d'eau
9. Fiabiliser et optimiser la gestion des systèmes d'assainissement existants des communes rurales
10. Limiter les pollutions d'origines industrielles, les pollutions agricoles diffuses et non agricoles
11. Gérer le risque d'inondation de manière globale et intégrée

Les installations du GAEC DE L'OUEST sont alimentées en eau par le réseau public. Les volumes d'eau utilisés sont bien défini (voir annexe 16).

Afin de limiter au maximum les consommations d'eau, diverses mesures sont mises en place.

- Analyse régulière de la consommation pour déceler d'éventuelles fuites.
- Le réseau d'alimentation en eau est équipé de nourrice de répartition permettant de le sectionner. Les abreuvoirs sont tous équipés de flotteurs.
- L'aire d'attente n'est pas lavée, mais uniquement raclée après chaque traite
- Les traitements phytosanitaires sont réalisés à semi bas volume (100-150 litres/ha). M COUCHOT est qualifié Certiphyto pour l'usage des produits phytosanitaires (voir annexe 6)



Limite de réglementations spécifiques du SAGE bassin ferrifère pour les projets IOTA et ICPE. La commune de Richecourt est hors zonage. (Extrait cartographie CARMEN)

A noter que l'ilot 22 se trouve en périmètre de protection rapproché avec DUP (annexe 9 : arrêté préfectoral). La parcelle 22.2 est en prairie permanente et est en contrebas du captage. Il n'y a pas d'épandage de fumier, ni de lisier. Ce point est également abordé par le Plan d'Épandage en annexe non reliée.

Le Rupt-de-Mad, l'Esch et le They permettent l'alimentation de l'agglomération de Metz en eau potable. La maîtrise des taux de nitrates et de pesticides de ces bassins versants est un enjeu important pour assurer l'alimentation en eau potable de la population.

Le projet est donc compatible avec le SDAGE Rhin-Meuse /district Meuse et les SAGE Rupt-de-Mad, Esch, They et Bassin ferrifère.

Suite au projet, nous disposerons de 5400m<sup>3</sup> de volume utile de stockage d'effluents liquides. Type II. Réglementairement le DeXeL en annexe 15, pour 6,5 mois de stockage prévoit 3943m<sup>3</sup>. Nos capacités de stockage seront largement suffisantes pour 8 mois, la capacité de garde restant une sécurité supplémentaire de 15j.

Cette marge de stockage permet d'assurer l'apport des effluents aux périodes optimales pour les cultures, de palier aux impossibilités d'épandage (météo, inondation, pluviosité, gel,...).

### Zone Natura 2000

L'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000 du projet requiert une étude d'incidence Natura 2000 au titre de la liste nationale qui figure à l'article R414-19 du code de l'environnement et de la liste locale arrêtée par le préfet de département de la Meuse

Conformément au R. 414-23 de ce même code, ce dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 est établi par le demandeur porteur de ce projet.

Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces présentes sur le site.

Le choix d'une étude simplifiée dépend des incidences potentielles du projet sur le site Natura 2000 identifiées près du site.

Si, au cours de l'évaluation préliminaire de ce dossier, le projet était susceptible d'avoir des incidences notables sur le site Natura 2000, une évaluation plus approfondie serait apportée par la suite.

L'évaluation contiendra les pièces listées au R 414-23 du code de l'environnement.

Actuellement le département de la Meuse compte 24 sites inscrits en zone Natura 2000 dont 6 classés « Oiseaux » (ZPS) et 18 classés « Habitats » (ZSC). Une cartographie globale des zones Natura 2000 est reprise en annexe 11.

Après vérification, les ilots 30-31-32 sont concernés par la zone Natura 2000 FR4100166.

Cela représente une surface 2,95 ha, exploités en herbe. Il n'y a pas d'épandage de lisier et occasionnellement du fumier de litière accumulée. S'il devait y avoir des épandages, ils auraient lieu en journée. Les chiroptères étant des animaux nocturnes, les nuisances pour eux seraient limitées.

L'exploitation de l'herbe est résonnée en fonction du potentiel des l'herbe.

**Type : B**

**Code du site : FR4100166**

**Compilation : 11/1995**

**Appellation du site : Complexe des Hauts de Meuse**

**ZSC : Dernier arrêté : 27/05/2009**

**Superficie couverte 846 ha**

**Caractéristiques : présence de chiroptères**

Nom du site Natura 2000	Numéro du site Natura 2000	Types de site	Localisation
Complexe des Hauts de Meuse	FR4100166	B (pSIC/SIC/ZSC)	Apremont-la-Forêt, Buxières-sous-les-Côtes, Geville, Girauvoisin, Hansur-Meuse, Larmonville, Loupmont, Maizey, Mécrin, Saint-Mihiel, Sorcy-Saint-Martin, Tousse, Valbois, Varnéville, Vigneulles-lès-Hattonchâtel, Vignot

Caractéristiques générales	
Forêts caducifoliées	78%
Pelouses sèches, steppes	12%
Landes, broussailles, recrus, maquis, garrigues	5%
Autres terres (zones urbanisées, industrielles, routes,...)	3%
Rochers, éboulis	1%
Eaux douces stagnantes et courantes	1%
Site éclaté de pelouses à orchidées, de milieux forestiers (hêtraies sur calcaire et forêts de ravin typiques) côtoyant des zones de prairies humides parsemées de mares. A noter la présence de Triturus cristatus (triton)	

crêté). Des carrières, des sapes creusées dans le calcaire et d'anciens ouvrages militaires abritent cinq espèces de chauves-souris. Des combles d'églises sont également utilisés en été par les colonies de mise bas du Petit Rhinolophe (chauve-souris)

**Les installations, le parcellaire et le site Natura 2000 sont localisés sur une carte 1/50 000ème (annexe 11) et consultables dans le dossier du plan d'épandages. Les distances d'éloignement sont facilement mesurables.**

L'exploitation ne présente pas de risque pour cette zone Natura 2000.



## Znieff

L'étude simplifiée de la cartographie des zones ZNIEFF 1 et 2 montre que certaines parcelles sont concernées par des zonages ZNIEFF.

Nom du site ZNIEFF	Numéro du site ZNIEFF	Ilots/parcelles concernés	caractéristiques
Gites à chiroptères de Varnéville et Buxières-sous-les-côtes /Type 1	41001889	18/19/21/30/31/32	Répartition des espèces (faune et flore), répartitions et agencement des habitats. Sans commentaire concernant l'intérêt de la zone. Site inscrit à la Directive Oiseaux ZPS et Directive Habitats ZSC
Lac de Madine/Type 1	410001885	Pas d'ilot concerné par cette zone	
Zones humides et forêts de la Woëvre/Type 2	410010379	18/19/21/30/31/32	Répartition des espèces (faune et flore), répartitions et agencement des habitats. Sans commentaire concernant l'intérêt de la zone. Site inscrit à la Directive Oiseaux ZPS et Directive Habitats ZSC

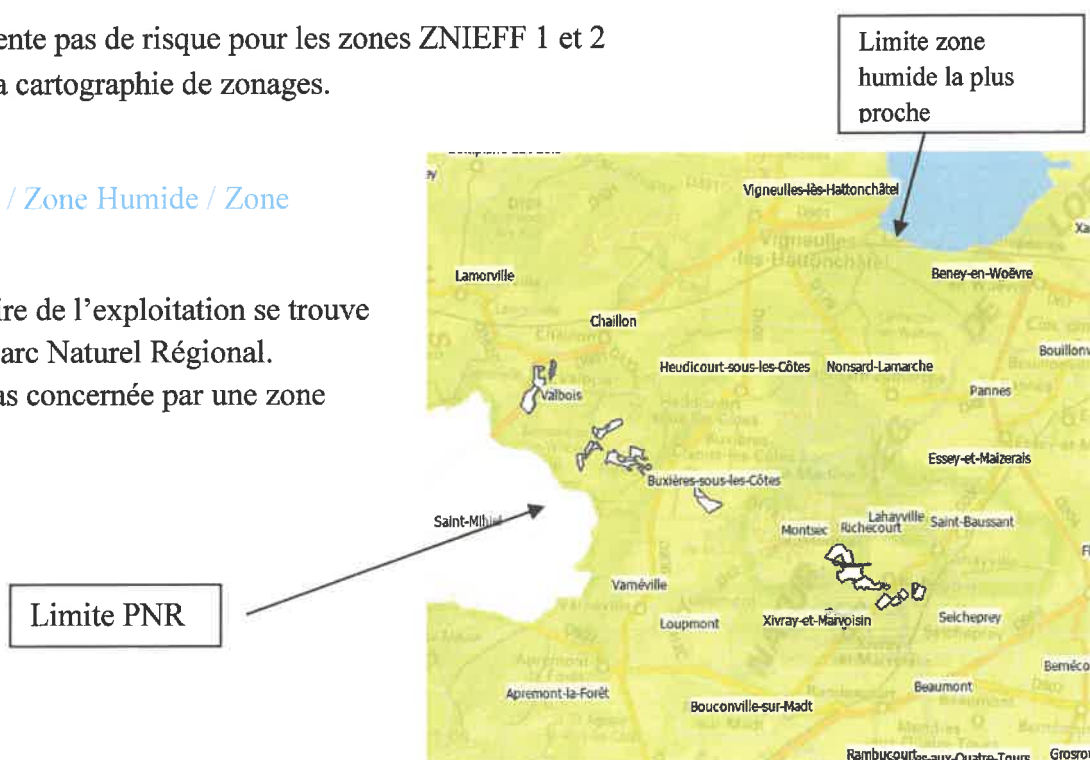
L'exploitation ne présente pas de risque pour les zones ZNIEFF 1 et 2

L'annexe 11 reprend la cartographie de zonages.

## Parc Naturel Régional / Zone Humide / Zone Littorale

La totalité du parcellaire de l'exploitation se trouve dans le périmètre du Parc Naturel Régional.

L'exploitation n'est pas concernée par une zone humide d'importance.



Certaines Zones Humides de moindres importances spécifiques au bassin hydrographique du Rupt-de-Mad/Esch/Trey concernent certaines parcelles de l'exploitation (voir annexe 11). Toutefois, le SAGE Rupt-de-Mad/Esch/Trey, ne prévoit pas de restrictions particulières. Le respect strict de la Directive Nitrate s'applique et plus particulièrement par rapport aux apports d'azote et aux traitements phytosanitaires.

Le Lac de Madine d'une superficie de plus 1000ha, les communes de Richécourt, Monsec et Buxières relèvent de la Loi sur l'environnement L321-2. La loi limite les constructions en bordure de plan d'eau. La Carte communale de la commune de Richécourt (annexe 5) tient compte de cette spécificité.

A ce jour, l'exploitation a engagé une démarche de MAEC « réduction azote » avec la Chambre d'Agriculture de la Meuse. Cette engagement sera acté pour la déclaration PAC 2020.

Les Zones Humides et les cours d'eau sont vérifiées par le Plan d'Epannage. Les bandes enherbées et l'exploitation en prairie permanente permettent de préserver ces zones sensibles.

L'annexe 11 reprend la cartographie des Zones Humides relevant du SAGE Rupt-de-Mad et du Bassin versant Rhn-Meuse. Par ce point, la compatibilité avec l'orientation T3-O7 est assurée.

## **Section II : Prélèvements et consommation d'eau**

### **Article 17**

*Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.*

*Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.*

*Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.*

*Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.*

**L'annexe 16 présente les besoins et les consommations d'eau annuels.**

**L'annexe 16 constitue l'attestation de raccordement au réseau.**

#### **Pour le site 1 Richécourt**

Pour ce site, l'approvisionnement en eau provient exclusivement du réseau communal.

Cette consommation correspond aux besoins en eau nécessaire aux animaux, au bloc traite et pour la pulvérisation des pesticides. Pour les animaux, elle est et elle sera de 12711 m<sup>3</sup> par an sur le site et 1442 m<sup>3</sup> de distribution en prairie, donc un besoin total de **14 153 m<sup>3</sup> annuel ou de 39 m<sup>3</sup> / jour**.

Cette estimation correspond à la consommation prévisionnelle après projet, le détail se trouve en annexe 16.

### Pour le site 2 de Savonnières

Il n'y aura pas d'animaux en hivernage sur le site, la consommation d'eau de 677m<sup>3</sup>/an correspond uniquement aux abreuvements au pâturage par le réseau de canalisations en place ou par un transport de tonneau et tracteur. Le site Savonnières est alimenté via le réseau (voir anexe 16).

### Prélèvements sur le réseau

Poste d'utilisation	Consommation annuelle en m <sup>3</sup>	Volume journalier prélevé en m <sup>3</sup>
<b>Site 1 de Richecourt</b> Origine : réseau	14153m <sup>3</sup>	39m <sup>3</sup>
<b>Site 3 de Savonnières</b> Origine : réseau	677m <sup>3</sup>	<2m <sup>3</sup>
<b>Total annuel</b>	<b>14830m<sup>3</sup></b>	<b>41m<sup>3</sup></b>

*Nb : ces prélèvements d'eau sont annuels, pour les périodes aux bâtiments et pâturage.*

### Les mesures pour limiter la consommation :

- ✓ Le système de lavage de l'installation de traite est équipé d'un système de recyclage des eaux de lavage de la machine à traire. On estime une réduction de consommation de 2,5l/m<sup>2</sup>/traite, soit une réduction annuelle de 1020m<sup>3</sup>.
- ✓ L'aire d'attente n'est pas lavée, mais uniquement raclée après chaque traite. L'économie d'eau pour ce poste est de 1750m<sup>3</sup>/an (1,4m<sup>2</sup>/vl X 250vl X 2,5l/traite X 2 traites)

- ✓ L'eau consommée est principalement celle utilisée pour l'abreuvement des animaux. Le système est conçu afin de permettre une visualisation des canalisations et vérifier les fuites (nourrice de répartition équipée de compteurs sectionnels).



- ✓ Le bâtiment actuel tout comme l'extension projetée sont en charpente et bardage bois ajouré de 2,5 afin d'optimiser sa ventilation en période estivale. Pour le confort des vaches, si le besoin s'en fait sentir, la pose de ventilateurs automatiques est envisagée, le but étant de maintenir la température intérieure en été. De ce fait, la consommation d'eau des animaux peut atteindre une réduction de l'ordre de 9% (source IDELE).



## Article 18

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de déconnexion. Le compteur d'eau du site de Richecourt fait office de clapet anti-retour (voir annexe 16 (facture Syndicat des eaux du Trey)).

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L.214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L.214-18 du même code.

La consommation globale d'eau ne doit plus évoluer, le cheptel pris en compte pour ce dossier est un effectif de croisière suite à la réalisation du projet.

## Article 19

Les installations du GAEC DE L'OUEST ne sont pas concernées par cet article. Les bâtiments de l'exploitation sont exclusivement alimentés par la concession.

## Section III : Gestion du pâturage et des parcours extérieurs

### Article 20

Une clôture, soit électrique, soit en barbelés voire même constituée d'une haie, est implantée sur la totalité du pourtour des parcelles d'élevage de façon à éviter la fuite des animaux quel que soit leur âge. Ce dispositif sera maintenu en bon état de fonctionnement et une vérification totale sera opérée avant la première mise à l'herbe.

Les aires d'abreuvement et de distribution d'aliments sont ou seront aménagées en craie ou tous autres matériaux équivalents afin d'éviter la formation de borbiers. Elles seront déplacées aussi souvent que nécessaire.

Les animaux ne disposent pas d'abris légers. Si les conditions climatiques venaient à se dégrader fortement, ils seraient rapatriés dans les bâtiments d'élevage.

Les vaches en lactation logées dans le nouveau bâtiment (B2), ne sortent plus. Il serait trop difficile de gérer les accès et les points d'abreuvement pour un grand troupeau.

Un registre d'entrée-sortie permettra de suivre l'effectif présent sur chaque parcelle.

### Article 21

Non concerné par cet article.

### Article 22

Les bovins disposent d'un point d'eau sur chaque prairie. Les abreuvoirs sont soit alimenté par le réseau depuis les bâtiments ou par pompage directement dans le cours d'eau.

Les parcelles pâturées le long du cours d'eau sont clôturées, les animaux n'ont pas d'accès direct au lit de la rivière.

Les points de regroupement des animaux feront l'objet d'une attention particulière afin de limiter la formation de borbier. Si nécessaire, une rotation des points de regroupement des animaux est mise en œuvre sur l'exploitation. De plus, pour les points d'affouragement, une attention particulière est portée au choix de leur emplacement afin de les localiser sur les parties les plus sèches de la prairie.

⇒ Des zones en craie compactée sont aménagées autour des abreuvoirs et des bacs d'apport d'aliments secs.

La gestion des pâturages est organisée de façon à ne pas surcharger les prairies, de laisser suffisamment

d'herbe sur pied pour la nourriture des animaux et à prévenir leur dégradation par les bovins.

⇒ L'herbe sur pied est évaluée visuellement. Les animaux sortent de la parcelle et changent d'enclos lorsque l'herbe a atteint une hauteur minimum de 6 cm. Cette hauteur correspond à la hauteur idéale pour favoriser la repousse et éviter le gaspillage.

L'équivalent de journées de présence d'unités de gros bétail par hectare (UGB.JPE/ha) calculé sur les parcelles pâturées sera inférieur à 650 jours sur la période estivale.

$21347 \text{ UGB.JPE} / 46,46 \text{ ha} = 459 \text{ jours}$ .

Sur la période hivernale, les animaux ne sortent pas en prairie.

VL	262	1	0	30,41	0
VL tarées	40	1	6,5	30,41	7906
G0	0	0,3	0	30,41	0
G1	105	0,6	6	30,41	11860
G2	10	0,8	6,5	30,41	1581
<b>Total</b>					<b>21347</b>

### Plan de pâturage

Répartition des animaux sur les parcelles de prairie.

Ilot/parcelle PAC	Surface en ha	Zone	Site d'origine des A <sup>x</sup>	Type d'animaux	Nombre
<b>21.1</b>	11.63	accessibles directement du logement	Site 1 Richecourt	G1-2 ans	X 28
<b>30.1</b>	15	Certaines parcelles sont accessibles directement du logement	Site 2 Savonnières	G1-2 ans G > 2 ans VL tarées	X 127
<b>27.1</b>	5.07				
<b>2.1</b>	1.47				
<b>29.2</b>	0.76				
<b>26.1</b>	4.73				
<b>22.2</b>	7.80				
<b>46,46 ha</b>					

On peut en conclure le taux de chargement de 459 UGB.JPE/ha. Le point II et la norme de 650 sont largement respectés pour la période estivale.

Il n'y a pas de pâturage en période hivernale.

## IV Collecte et stockage des effluents

### Article 23

Tous les effluents liquides de l'élevage seront collectés par les réseaux étanches des différents sites et dirigés vers les fosses FOSSE, FOSSE 2 et PREFOSSE.

Tous les fumiers des différents sites sont stockés sur la fumière FUMIERE.

Le plan des réseaux de collecte de ces effluents d'élevage est visible sur les plans de masse et de situation en fin de dossier (annexe 3 plans de masse des différents sites). La fumière est reliée à la pré-fosse directement.

L'exploitation est située en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates. Les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondront aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement (cf. ; DeXeL en annexe).

Le stockage au champ des effluents visé au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé et remis à jour par l'arrêté zone vulnérable répondra aux dispositions de ce dernier. Il s'agit des fumiers compacts non susceptibles de provoquer des écoulements (litières accumulées). Le fumier sera stocké sur une parcelle d'épandage à l'issue d'un stockage de deux mois sous les animaux. Le stockage de ce fumier respectera les distances réglementaires conformément à l'article 5 et ne pourra être réalisé sur des sols où l'épandage sera interdit. La durée de stockage ne dépassera pas **neuf mois** et le retour sur un même emplacement ne pourra intervenir avant un délai de trois ans.

L'ensemble des bâtiments de l'exploitation se trouve en zone vulnérable au nitrate antérieure à 2012. **La petite région agricole de La Woëvre est classée C selon le PAN et est sous la juridiction de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse.** Le troupeau laitier étant géré sans pâturage, il passe plus de 9 mois par an dans le bâtiment.

**Les capacités réglementaires de stockage sont de 6 mois pour les effluents type I et de 6,5 mois pour les types II.**

Les fosses FOSSE et FOSSE 2 sont reliées, la gestion est commune.

Le dimensionnement des stockages est donc compatible avec le III de l'article 23 et justifie les capacités de stockage réglementaire en zones vulnérables sur cette zone géographique de Meuse, le temps de présence en prairie inférieur à pris en compte).

Il répond également à la volonté de l'exploitant qui souhaite apporter une majorité des effluents liquides sur ses cultures au printemps afin de mieux les valoriser.

#### Article 24

Sur le site 1 Richecourt, les eaux pluviales des couvertures, des zones stabilisées sont collectées et envoyées via un réseau spécifique vers le Rupt-de-Mad (voir plan de masse Annexe 3).

Les égouts des bâtiments seront vérifiés, remplacés si besoin avant le mois de juin 2020. Les regards seront nettoyés, contrôlés avant le 31 janvier 2020.

Sur le site 2 Savonnières, les eaux pluviales des couvertures sont collectées et envoyées directement vers le Ruisseau de la Queue de l'Etang.

Il n'y a pas d'eaux pluviales souillées rejetées directement dans le milieu.

#### Article 25

*Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.*

Aucun rejet ne sera constaté sur l'exploitation.

## Section V : Epandage et traitement des effluents d'élevage

### Article 26

L'épandage sur des terres agricoles des effluents bruts de l'élevage, sera justifié dans le plan d'épandage (cf. ; annexe non reliée réalisée par les services de l'Union Laitière de la Meuse), dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5.

Le matériel utilisé pour les épandages solides (fumier en dépôt de champs) sera un épandeur avec table d'épandage et hérissons verticaux.

La durée des chantiers sera de 48 heures annuelles (8 jours X 6h/j). Les épandages auront lieu en fin d'été avant les semis d'automne.

Pour les épandages des lisiers (type II), le GAEC dispose de 2 tonneaux équipés de palettes. Pour les calculs des SPE, les distances d'épandages tiennent compte de ces caractéristiques.

Les chantiers sont répartis sur trois périodes principales, début septembre avant les semis de CIPAN, au printemps sur les surfaces toujours en herbe et éventuellement après le chantier d'ensilage d'herbe.

**A noter que l'ilot n°22 (commune de Savonnières/Valbois) se trouve dans un périmètre de protection du captage rapproché de la DUP n° 55000325. L'arrêté de captage est rappelé en annexe 18. Ce point est traité dans le Plan d'Epandage en annexe non reliée.**

### Article 27-1

- ✓ Les effluents d'élevage bruts ou traités si compostage des fumiers seront épandus. Un couvert végétal est implanté systématiquement.
- ✓ Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs.
  - **Eléments pris en compte dans le dossier du plan d'épandage.**
- ✓ En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates (PAN) en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.
  - **Eléments pris en compte dans le dossier du plan d'épandage.**
- ✓ Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptés de manière à prévenir :
  - la stagnation prolongée sur les sols ;
  - le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ;
  - une percolation rapide vers les nappes souterraines.

### Article 27-2

#### **a) Le plan d'épandage répond à trois objectifs :**

- identifier les surfaces épandables, exploitées en propre ou mises à disposition par des tiers ;



- identifier par nature et par quantité maximale les effluents d'élevage à épandre, qu'ils soient bruts, y compris ceux épandus par les animaux eux-mêmes, ou traités ;
  - calculer le dimensionnement des surfaces nécessaires à l'épandage, y compris par les animaux eux-mêmes, de ces effluents.
- ⇒ **Eléments pris en compte dans le dossier du plan d'épandage.**

#### b) Les éléments à prendre en compte pour la réalisation du plan d'épandage sont :

- les quantités d'effluents d'élevage bruts ou traités (s'il y a) à épandre en fonction des effluents produits, traités, exportés et reçus sur l'exploitation ;
  - l'aptitude à l'épandage des terres destinées à recevoir les effluents d'élevage bruts ou traités. L'aptitude des sols est déterminée selon une méthode simplifiée approuvée par le ministre en charge de l'écologie ;
  - les assolements, les successions culturales, les rendements moyens ;
  - les périodes d'épandage habituelles des effluents d'élevage bruts et traités le cas échéant sur les cultures et les prairies ;
  - les contraintes environnementales prévues par les documents de planification existants ;
  - les zones d'exclusion mentionnées à l'article 27-3.
- **Eléments pris en compte dans le dossier du plan d'épandage.**

#### c) Composition du plan d'épandage

Le plan d'épandage est constitué comme défini dans l'article 27-2 alinéa c.

##### Particularités :

- des cartes à une échelle de 1/10 000 (conforme 1/5000 à 1/12 500) permettant de localiser les surfaces d'épandage et les éléments environnants. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage selon les règles définies à l'article 27-3.
  - Il n'y a pas d'importation ou d'exportation d'effluents d'exploitation tiers. L'ensemble des effluents produit par le GAEC DE L'OUEST est épandu sur l'assolement de l'exploitation. Il n'y a pas d'épandage de boues de station d'épuration.
- **Eléments joints dans le dossier du plan d'épandage.**

#### d) Mise à jour du plan d'épandage

*Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.*

*La notification contient pour la ou les surfaces concernées, les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.*

*Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.*

*Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.*

**Cette demande sera appliquée le cas-échant.**

### **Article 27-3**

#### **a) Généralités**

Ces indications sont incluses en annexe du plan d'épandage.

#### **b) Distances à respecter vis-à-vis des tiers**

Les distances minimales entre d'une part les parcelles d'épandage des effluents d'élevage bruts ou traités et, d'autre part, toute habitation ou local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées **dans le tableau mis en annexe du plan d'épandage.**

#### **c) Distances vis-à vis-des autres éléments de l'environnement**

L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit à moins de :

- 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers. Cette distance est réduite à 35 mètres lorsque ces prélèvements sont réalisés en eaux souterraines (puits, forages et sources) ;
- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées, sauf pour les composts élaborés conformément à l'article 29 qui peuvent être épandus jusqu'à 50 mètres ;
- 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'enregistrement ;
- 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande enherbée de 10 mètres ne recevant aucun intrant, à l'exception de ceux épandus par les animaux eux-mêmes, est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau. Dans le cas des cours d'eau alimentant une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel, la distance est portée à 50 mètres des berges du cours d'eau sur un linéaire d'un kilomètre le long des cours d'eau en amont de la pisciculture.

### **Article 27-4**

*La superficie du plan d'épandage est réputée suffisante lorsque la quantité d'azote épandable issue des animaux de l'installation et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes, n'excède pas les capacités d'exportation en azote des cultures et des prairies exploitées en propre et/ou mises à disposition. La superficie est calculée sur la base des informations figurant dans les conventions d'épandage compte tenu des quantités d'azote épandable produites ou reçues par ailleurs par le prêteur de terres.*

**Le calcul du dimensionnement du plan d'épandage figurant en annexe tient compte de ces particularités, s'il y a lieu.**

## Article 27-5

Les épandages sur terres nues seront suivis d'un enfouissement dans les 24 heures pour les fumiers de bovins compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois et dans les 12 heures pour les autres effluents d'élevage ou pour les matières issues de leur traitement.

Pour tous les épandages de fin d'automne, un couvert végétal sera implanté.

## Article 28

### **Installations comportant une station, ou des équipements, de traitement des effluents d'élevage.**

L'exploitation ne dispose pas d'installation ou d'équipement de traitement des effluents.

Dans le cas futur d'installation (méthanisation,...) ou d'équipement modifiant (séparateur de phases) les règles relatives aux épandages seront à évaluer, le plan d'épandage sera révisé. Les conséquences vis-à-vis de la réglementation ICPE seront évaluées.

## Article 29

### **Les composts :**

L'exploitation n'est pas concernée par cet article.

## Article 30

L'exploitation n'est pas concernée par cet article.

## Chapitre IV : Emissions dans l'air

### Article 31

#### **Les émissions dans l'air produites sur l'exploitation et ses sites.**

⇒ Si nuisances occasionnées pour les tiers

Sources / Zones	Odeurs	Gaz	Poussières
Site 1 Richecourt			
B1.3	1	0	1(paillage machine)
B2.1-B2.4	1	0	0
B2.2	1	0	1(paillage machine)
FOSSE	1 2 lors de la vidange	1	0
FOSSE 2	1 2 lors de la vidange	1	0
PREFOSSE	1 2 lors de la vidange	0	0
FUMIERE	1 2 lors de la vidange	0	0

*Appréciations des nuisances sur une échelle de 0 à 5 (0 étant la valeur la moins élevée).*



### Ventilation globale des bâtiments

#### Site 1 Richecourt

La ventilation des bâtiments est assurée par les long-pans et les pignons, des décalages de bardage et des faitières ouvertes type ITEB. Les bâtiments sont bardés en bois ajourés pour le B2. Un décrochement de toiture est prévue entre la partie existante et le projet pour permettre des sorties d'air complémentaires.

Les poussières sont limitées aux périodes de paillage B2.2, B1.2 et B1.3 vers 10h. Les autres bâtiments B1.1 et B2.4, sont paillés soit manuellement.

Les odeurs sont poussées à l'opposées du village (voir annexe 17 La rose des vents). Les dégagements d'ammoniac auront lieu pendant les phases de mixage des fosses, 30 minutes/jour. Les surfaces ventilantes des bâtiments étant largement dimensionnées, les gazs seront rapidement dissipés sans risque pour les animaux.

Il peut y avoir quelques odeurs lors des vidanges 2 fois par an, de la fosse FOSSE, FOSSE 2 et de la PREFOSSE, toutefois les vents dominants ne portent pas ces odeurs vers le village (voir Rose des vents annexe 17)

#### Site 2 Savonnières

Suite à la réalisation du projet de Richecourt, il n'y aura plus d'animaux hivernés sur ce site. Les nuisances sonores, olfactives seront supprimées.

Toutes les aires paillées non occupées sont nettoyées en périodes estivales.

Les fumiers des sites seront épandus en tenant compte de l'orientation des vents pour chacun des dépôts en bout de parcelles d'épandage. La rotation des dépôts est assurée, conformément à la réglementation.

Les amas de paille déposés accidentellement lors des transports seront ramassés systématiquement.

Le risque pour les tiers sera donc considéré comme très faible ou sans nuisance.

## Chapitre V : Bruit

### Article 32

#### La réglementation

*Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes :*

*1) Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne compromet pas la santé ou la sécurité du voisinage et ne constitue pas une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence, définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement, reste inférieure aux valeurs suivantes :*

- pour la période allant de 6 heures à 22 heures :*

<i>DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T</i>	<i>ÉMERGENCE MAXIMALE Admissible en db (A)</i>
<i>T &lt; 20 minutes</i>	<i>10</i>
<i>20 minutes ≤ T &lt; 45 minutes</i>	<i>9</i>
<i>45 minutes ≤ T &lt; 2 heures</i>	<i>7</i>
<i>2 heures ≤ T &lt; 4 heures</i>	<i>6</i>
<i>T ≥ 4 heures</i>	<i>5</i>

- pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 dB (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

2) L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tout point de l'intérieur des habitations ou locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tout point des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes habitations ou locaux.

Des mesures techniques adaptées peuvent être imposées pour parvenir au respect des valeurs maximales d'émergence.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 susvisé).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent  $L_{eq}$ .

### **Liste des sources de bruit que l'installation peut engendrer**

- ✓ La traite et la pompe à vide.
- ✓ La laiterie (ramassage du lait) sur le site de Richecourt, une fois tous les deux jours
- ✓ Le curage des litières accumulées, bâtiments B1.2/B2.2/ B1.2 et B1.1.
- ✓ L'alimentation mécanisée des animaux en cours de matinée.
- ✓ Les livraisons d'aliments au niveau du stock aliments (Saliments) par camion benne.
- ✓ Le stockage de la paille une fois par an sur les 2 sites lors du chargement du bâtiment.
- ✓ Les chantiers d'ensilage au printemps et à l'automne sur le site 1.

## Les équipements et les dispositifs qui permettent de limiter le bruit

### Site 1 de Richecourt

- ✓ Le paillage de l'aire paillée B1.2/B2.2/ B1.2 et B1.1 est réalisé à la machine sauf les week-ends et jours fériés.
- ✓ Les logettes du bâtiment B2.1/B2.4 sont traitées avec de la sciure transportée avec un tracteur au ralenti.
- ✓ Aucun des bâtiments ne nécessite un raclage journalier vers la fumière.
- ✓ Les aires paillées sont B1.2/B2.2/ B1.2 et B1.1 sont curées uniquement en journée et en semaine.
- ✓ L'alimentation distribuée sur le site 1 est préparée sur le site 2. La mélangeuse fonctionne au ralenti et au milieu des bâtiments, à côté des silos.
- ✓ Les mouvements de tracteur autour des bâtiments du site sont concentrés au Sud-est du village de Richecourt, il n'y a que peu de mouvement du côté du village.
- ✓ La traite à l'aide d'une salle de traite rotative, ne produit pas de bruits. Les vaches rentrent l'une après l'autre sur le roto, il n'y a pas de concurrence entre elles, donc pas de bruits de barrière.
- ✓ La pompe à vide de la salle de traite, le refroidisseur de lait sont placés dans un local insonorisé.
- ✓ La pompe à vide est équipée d'un silencieux.
- ✓ Le mixage des fosses est réalisé par des mixeurs électriques, donc sans bruits particuliers.



### 32.1 Méthodologie mise en œuvre

**Pour apprécier le niveau sonore des bruits, il paraît utile de rappeler quelques niveaux sonores auxquels chacun de nous est exposé dans sa vie :**

Seuil d'audition	0 dB (A)
Forêt calme	10 – 15 dB
Appartement	30 – 60 dB
Conversation normale	50 – 60 dB
Bureau	60 – 65 dB

Emplacement	Commentaires	(prise de son) en dB	pendant la prise de son (exprimé en Khertz)
Face à l'habitation du tiers le plus proche et en limite de propriété	Bruit de la nature et de l'environnement Les engins à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments (utilisation du matériel lors des astreintes quotidiennes) sont en service.	48	Fréquence linéaire
Entrée de ferme	Passage d'un véhicule sur la chaussée	80	Fréquence linéaire
Entrée de ferme, face au bâtiment d'élevage	Les engins à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments (utilisation du matériel lors des astreintes quotidiennes) sont en service.	52	Fréquence linéaire
Entrée de ferme	Bruit de la nature et de l'environnement	50	Fréquence linéaire
Entrée de ferme	Bruit enregistré avec manutention des engins à l'intérieur des bâtiments / utilisation du matériel lors des astreintes quotidiennes.	60	Fréquence linéaire
Face à l'habitation du tiers le plus proche / en limite de propriété	Bruit enregistré avec manutention des engins à l'intérieur des bâtiments / utilisation du matériel lors des astreintes quotidiennes.	50	Fréquence linéaire
Trafic urbain moyen		80 – 85 dB	
Marteau pneumatique		100 – 110 dB	
Seuil de douleur		120 – 130 dB	
Avion à réaction (au décollage à 100 m)		120 – 130 dB	

*A titre d'information, le tableau ci-dessus présente quelques niveaux sonores généralement constatés aux abords d'une exploitation.*

La réglementation définit bien une différence de niveau constaté (niveau d'émergence) entre l'installation à l'arrêt et en service.

### 32.1.3 Les mesures compensatoires pour réduire et limiter le bruit de la future installation

1. Le fonctionnement de l'exploitation ne présente que très peu d'activité nocturne (entre 20h et 6h), seulement lors des chantiers d'ensilage de maïs réalisés sur 2 jours maximum et une seconde période au printemps pour les ensilages d'herbe avec 1 journée.
2. Le trafic lié aux livraisons d'aliments ne sera pas plus conséquent qu'à ce jour car ces aliments seront acheminés par camions bennes de grandes capacités directement vers le site Saliments.
3. Des consignes seront mises en place afin de respecter une conduite des camions avec des régimes moteur bas pour ne pas générer de bruit supplémentaire. Les camions accèdent systématiquement au site par la Rue des Saulniers.

4. La situation ainsi que l'orientation des vents dominants sont favorables pour les bruits émis sur le site.

Mesures comparatives de prise de son d'un camion passant à vitesse autorisée et à vitesse réduite :

Principe de conduite	Db
Conduite avec accélération forte (régime moteur 2000 tours /mn = régime élevé)	84 Db <b>Maxi *</b>
Conduite avec réduction de vitesse et limitation du régime moteur (Régime moteur classique = 1300 tours / mn)	76 Db <b>Maxi*</b>

\* A titre informatif : le tableau ci-dessus indique une prise de mesure effectuée avec un moteur porté à 2000 t / mn pour mesurer l'impact. Cette pratique de conduite et ce mode de fonctionnement ne sont pas pratiqués pour accéder aux installations car cela correspond à un régime moteur élevé servant à la traction d'une benne chargée sur route avec un dénivelé très prononcé.

## Chapitre VI : Déchets et sous-produits animaux

### Article 33

*L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :*

- *limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;*
- *trier, recycler, valoriser ses déchets ;*
- *s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.*

Les déchets sont de très faible quantité, les principaux sont aussi évoqués dans l'article 34.

Les petits déchets qui ne sont liés à l'élevage mais plus généralement à l'exploitation (produits phyto, emballage de produits pétroliers...), sont gérés comme suit :

- ✓ Les produits phytosanitaires → ADIVALOR
- ✓ Les déchets d'emballage pour l'entretien du matériel de traite → ADIVALOR
  - ⇒ Ces deux types de déchets sont ramassés par le centre de collecte associé à l'organisme ou à la coopérative qui approvisionne l'exploitation (ADIVALOR).
- ✓ Les emballages d'entretien du matériel (emballage de produits pétroliers) sont ramassés par la collecte du service public.
- ✓ Les huiles motrices usagées → SEVIA

Le bon de prise en charge de ces déchets se trouve en annexe 14.

### Article 34

1. Les emballages et les déchets de soins vétérinaires seront stockés dans des sacs hermétiques déposés dans un container étanche et **enfermés dans l'armoire à pharmacie**.  
Le bon de prise en charge des déchets DASRI se trouve en annexe 14.

A noter que les boîtes jaunes sont réservées au stockage des matériels DASRI (aiguilles, lames,...) présentant un risque infectieux. Les sacs rouges sont eux réservés au stockage des flacons vides des produits vétérinaire.

2. Les déchets issus de l'élevage :
  - ✓ Les emballages de produits de nettoyage du matériel de traite sont stockés dans un conteneur situé à côté des produits en cours d'utilisation.
  - ✓ Les bâches et les ficelles usagées sont ficelées, filmées et entreposées sur une palette en bois dans la cour de ferme face aux silos.

Les bons de prise en charge ADIVALOR se trouvent en annexe 14.

3. Les animaux de grande taille morts sur les sites seront stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur:
  - ✓ Sur la dalle à l'entrée de la FUMIERE. Les cadavres sont couverts avant enlèvement. Les jus et les eaux de lavage éventuels seront collectés via les fosses respectives. Ces emplacements sont faciles à nettoyer et à désinfecter.

Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.



4. Les emballages de produits pétroliers sont stockés dans le bâtiment qui renferme la citerne à fioul (Atelier sur le plan de masse).
5. Les emballages de petits déchets courants et non classés à risques sont stockés dans des poubelles fermées.

## Article 35

Les emballages des produits vétérinaires sont collectés par le vétérinaire via une charte établie par le Groupement Défense Sanitaire (GDS).

Les déchets issus de l'élevage bovins, les déchets phytosanitaires servant aux cultures et les déchets de produits pétroliers sont collectés par ADIVALOR (centre agréé via la coopérative EMC2).

La société ATEMAX est chargée du ramassage des cadavres.

Pour les petits déchets, ils sont collectés par le service public responsable de leur gestion.

Il n'y aura donc aucun impact sur l'environnement.

La paille ne sera brûlée à l'air libre en aucun cas. Les tailles de haies, au niveau des prairies et notamment entre les clôtures, seront laissées aux pieds afin de garantir un couvert végétal et naturel, permettant ainsi de ne pas désherber chimiquement ces zones non pâturées.

## Chapitre VII : Auto surveillance

### Article 36

Pour les élevages bovins, l'exploitant s'engage et choisi de suivre les recommandations du II de l'article 22, c'est-à-dire la limitation du chargement excessif des animaux au pâturage.

Plusieurs fois par semaine, l'éleveur surveille le bon comportement des animaux ainsi que l'état des clôtures, en vue de ne pas les laisser s'échapper des parcelles.

C'est également l'occasion de vérifier le bon fonctionnement des abreuvoirs, l'état de santé des animaux, les chaleurs...

### Article 37

Un cahier d'épandage sera tenu sous la responsabilité de chacun des exploitants laissant à disposition leurs parcelles pour la société laitière. Ces registres seront à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de 5 ans.

Ils comporteront pour chacune des surfaces réceptrices épandues et exploitées en propre :

#### Rappel de la réglementation.

- 1- les superficies effectivement épandues ;
- 2- hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot cultural des



surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;

3- les dates d'épandage ;

4- la nature des cultures ;

5- les rendements des cultures ;

6- les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;

7- le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;

8- le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

## **Article 38**

Les effluents issus de l'exploitation sont épandus sur le parcellaire de l'exploitation sans traitement particulier.

L'exploitation n'est pas concernée par cet article.

### **Annexe : Modalités de calcul du dimensionnement du plan d'épandage**

#### **Rappels des exigences :**

#### **1. Calcul de la quantité d'azote issue des animaux et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes**

*Le calcul est celui de la quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage disponible sur l'exploitation détaillée au V de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé, adapté des dispositions suivantes :*

- les quantités d'azote contenues dans les effluents d'élevage produits par l'exploitation et épandues chez les prêteurs de terre ne sont pas déduites du calcul ;*
- les effectifs animaux considérés sont les effectifs enregistrés ou, lorsque l'arrêté préfectoral d'enregistrement le prévoit en raison des contraintes techniques d'exploitation, l'effectif annuel moyen maximal enregistré.*

*Ainsi, la quantité d'azote issue des animaux et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes s'obtient en multipliant les effectifs mentionnés ci-dessus par les valeurs de production d'azote épandable par l'animal fixées en annexe II de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé. Cette quantité est corrigée, le cas échéant, par soustraction des quantités d'azote issues d'effluents d'élevage normées ou homologuées et exportées et par addition des quantités d'azote issues d'effluents d'élevage venant des tiers, ainsi que par soustraction de l'azote abattu par traitement.*

#### **2. Calcul de la quantité d'azote exportée par les végétaux cultivés**

*Le calcul s'effectue sur un assolement moyen tenant compte des successions culturales pratiquées sur les parcelles épandables du plan d'épandage, tel que présenté dans le plan d'épandage.*

*Pour chaque culture ou prairie de l'assolement considéré, les exportations sont obtenues en multipliant la teneur en azote unitaire des organes végétaux récoltés par le rendement moyen pour la culture ou prairie considérée.*

*La quantité d'azote exportée par les végétaux cultivés est obtenue en sommant les exportations de chaque culture ou prairie mentionnée dans le plan d'épandage.*

*La teneur unitaire en azote des organes végétaux récoltés est celle précisée par le tableau 4 « Exportations par les récoltes » de la brochure « Bilan de l'azote à l'exploitation », CORPEN 1988.*

*Le rendement moyen retenu est le suivant :*

- lorsque l'exploitation dispose de références historiques, la moyenne des rendements réalisés sur l'exploitation pour la culture ou la prairie considérée au cours des 5 dernières années en excluant la valeur maximale et la valeur minimale ;*

- en l'absence de références disponibles sur l'exploitation, en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le rendement défini pour la culture ou la prairie par l'arrêté préfectoral définissant le référentiel régional mentionné au b) du III de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les rendements utilisés sont ceux constatés par les services régionaux de l'information statistiques et économiques au cours des 5 dernières années en excluant la valeur maximale et la valeur minimale.

- ***Ce volet sera traité entièrement dans le plan d'épandage déposé en document annexe non relié (prestation réalisée par l'Union Laitière de la Meuse)***

### Article 39

L'exploitation ne réalise pas de compostage de fumier, elle n'est donc pas concernée par cet article.

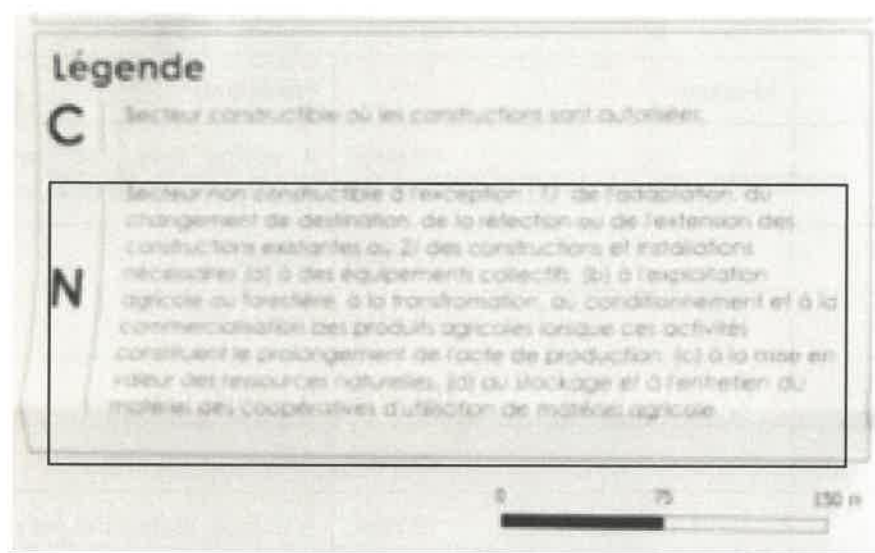
## Dispositions particulières relatives au Code l'Environnement

### Article R 512-46 en date du 16 mai 2017.

#### R 512-46-4 / 4° Compatibilité avec les dispositions de l'urbanisme

La commune de Richecourt dispose d'une Carte Communale. Le plan de zonage et la réglementation qui s'y rattache se trouve en annexe 5.

Les installations du GAEC DE L'OUEST se trouvent sur le zonage N-INT1. Il n'y a pas de contre indication de la Carte Communale vis-à-vis du Projet. Ce point sera vérifié lors de l'instruction du permis de construire.



#### R 512-46-4 / 7° Capacités techniques et financières de l'exploitant

##### Capacités techniques

Les associés possèdent les capacités techniques pour mener à bien leur projet.

Le niveau d'étude des associés :

- ✓ Mme COUCHOT Magali → Brevet d'Etudes Professionnelles Agricoles (1985)
- ✓ M COUCHOT Eric → Brevet d'Etudes Professionnelles Agricoles (1985)
- ✓ M COUCHOT Alexandre → Brevet de technicien Supérieur Agricole (2007)

Le projet mené ces dernières années, avec la construction et l'aboutissement de la construction du bâtiment en 2010 montre bien que la maîtrise technique de cet élevage est acquise. Les résultats techniques obtenus sont cohérents également. La simulation technico-économique réalisée en mai 2019 démontre la cohérence du projet tant du point de vue économique que technique.

Suite à la réalisation de ce projet, le temps de travail et la surveillance des animaux seront très nettement améliorés avec l'arrêt des trajets entre Richecourt et Savonnières.

## Capacités financières

Le Procès Verbal de l'Assemblée Générale en date 18 décembre 2018 démontre la santé financière de la société.

### Elements financiers du GAEC :

Lors de l'instruction par la banque Crédit Agricole, les conditions financières apportées par le GAEC de L'OUEST ont été examinées. La banque accorde un prêt le projet à hauteur de 820 000€ (voir annexe 13) pour financer.

### Montants des investissements prévisionnels :

Poste	Montant	Prestataire
Terrassement	40 000€	A définir avec une part en auto-construction (sauf mise aux normes)
Fosse et caillebotis	332 000€	Bulcke
Charpente et couverture	217 000€	EMG
Contention	105 000€	A définir
Bétons de propreté	40 000€	Auto construction
Electricité	10 000€	A définir, réalisation par entreprise
Plomberie	5000 €	A définir, réalisation par entreprise
Mixage de fosse	20 000€	Ets Peters
Défense incendie	3000€	Auto construction
Dossiers administratifs (Permis de construire, ICPE,...)	7000€	Muller Architecture, OPTIVAL,...
	<b>779 000€</b>	

Ce projet peut prétendre à des aides PCAE à hauteur de 75 000€ (55000€ pour le volet bâtiment et 20 000€ pour la part mise aux normes). Le financement demandé à la banque ne tient pas compte de cette aide.

L'annexe 13 reprend les différentes options et conditions du calcul de l'étude économique. Pour établir l'offre de financement, la banque Crédit Agricole a analysé les résultats économiques passés et simulée certaines situations possible à venir (prix du litre de lait, des céréales, de la viande).

Partenaires administratifs et financiers de l'exploitation :

Banque	Crédit Agricole de Lorraine
Etude technico-économique	Union Laitière de la Meuse
Comptabilité/Gestion	CEFIGAM
Assurance	AXA Assurances
Adimnistratifs divers	Chambre d'Agriculture de la Meuse , Muller Architecture, OPTIVAL





Notre projet de regrouper l'ensemble des animaux sur notre site principal, fonctionnel est tout à fait compatible et cohérent avec nos objectifs d'évolution de l'activité laitière tout en conservant des conditions de travail et de bien-être animal optimales.

Je déclare sur l'honneur l'exactitude des renseignements portés sur la présente déclaration.

Signature du représentant légal.

M COUCHOT Alexandre

**GAEC de L'OUEST**  
COUCHOT Eric, Magali, Alexandre  
chemin derrière les Jardins  
55300 RICHCOURT  
Tél.-Fax : 03 29 90 41 69  
Siret N° : 349 436 337 00027  
TVA FR 50 349 436 337





## L. 214-1 à 214-3 Code de l'Environnement titre II/rejets

Au titre de la réglementation IOTA2.1.5.0, les capacités d'eaux pluviales collectées par les surfaces couvertes et les bassins versants sont évaluées.

Les surfaces couvertes et bétonnées de l'exploitation des sites sont les suivantes :

- ✓ Site 1 de Richecourt → **l'ensemble des bâtiments est implanté en partie amont du bassin versant. L'extrait Google-Earth (annexe 20) démontre que la surface globale de l'ensemble des surfaces couvertes, bétonnées et annexes représente 2,7 ha.**

L'annexe 20 montre également les débits moyen du Rupt-de-Mad. La cote A730/A731, confluent du Rupt-dossier ICPEe-Mad et des Ranaux est la plus proche de l'exploitation, le module du cours d'eau est de 0,99m3/s.

- *Le module d'un cours d'eau correspond à son débit moyen inter-annuel.*
- *Le débit d'étiage correspond au débit minimal du cours d'eau relevé sur plusieurs années et à différentes périodes de l'année.*

Les eaux pluviales du site sont collectées via le réseau et envoyées vers le Rupt-de-Mad. Avec un différentiel de +/- 4 mètres, on peut considérer que le projet se trouve quasiment au point culminant du bassin versant.

L'infiltration par puits perdus n'est pas envisageable due au taux d'argile élevé des sols sur la commune de Richecourt.

Station météo	La Woëvre											
	Sep	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jun	Jul	Aou
Pluviosité	69	86	82	103	91	74	80	62	69	68	68	70
ETP	57	28	11	7	10	16	37	65	93	108	117	94

*Pluviométrie relevée par Météo-France et extrait du logiciel DeXeL*

Pour les calculs ci-dessous, il est pris en compte la valeur la plus élevée et les 103mm relevés du mois de décembre.

Aspect quantitatif :

$$Q_0 = 103 \text{ litres / mois de décembre / m}^2 \leftrightarrow Q_0 = 0,3920 \text{ litre /sec /ha}$$

On peut donc considérer que les surfaces d'eaux pluviales rejetées par l'exploitation représentent :

$$Q_0 \text{ } 0,3920 \times 2,70 \text{ ha soit } 1,06 \text{ litre /seconde}$$

**Le débit maximal reste bien inférieur à 10 litres/seconde, un dispositif de rétention n'est pas nécessaire.**

### Aspect quantitatif :

- *Définition de la valeur QIX*

#### Les QIX les plus courants [ [modifier](#) | [modifier le code](#) ]

- QIX 2 : « débit instantané maximal de crue biennale » ;
- QIX 5 : « débit instantané maximal de crue quinquennale » ;
- QIX 10 : « débit instantané maximal de crue décennale » ;
- QIX 20 : « débit instantané maximal de crue vicennale » ;
- QIX 50 : « débit instantané maximal de crue cinquantennale ».

Supposons qu'une rivière ait un QIX 2 de  $14 \text{ m}^3/\text{s}$  et un QIX 20 de  $23 \text{ m}^3/\text{s}$ . Cela signifie que :

- chaque année, une crue de l'ordre de  $14 \text{ m}^3/\text{s}$  a une probabilité de un sur deux de se produire ;
- chaque année, une crue de  $23 \text{ m}^3/\text{s}$  a une probabilité de un sur vingt de se produire.

Pour les calculs ci-dessous, il est considéré  $40 \text{ m}^3/\text{s}$ , la valeur QIX2 enregistré pour le Rupt-de-Mad au niveau d'Onville. Le bassin versant (BV) à Onville étant de  $371,5 \text{ km}^2$ , pour les zones A730/A731 de  $103,40 \text{ km}^2$ .

**Le QIX2 au niveau des zones A730/A731 est de :  $40 / 371,5 \times 103,4 = 11,1 \text{ m}^3/\text{s}$**

$$Q0 \text{ } 1,06 / 11100 \text{ l / sec} = 0.000096 < 1/50\text{eme}$$

L'impact de rejet des eaux pluviales de l'exploitation sur le cours d'eau en cas de crue reste infime. Il n'y a pas d'aménagements à prévoir.

Les regards de collecte et d'évacuation des eaux pluviales seront maintenus en bon état de fonctionnement. L'engagement demandé pour le 31/01/2020 a été respecté, les preuves sont apportées par le courrier en date du 27/01/2020.

Les égouts de toitures défectueux seront changés au plus tard pour le 30/06/2020.

Suite à la réalisation de notre projet (fin 2021), il n'y aura plus de zone de transfert non collectée entre les bâtiments.



Le point le plus aval de l'exploitation se trouve à Alt +225m, le lit du Rupt-de-Mad à Alt +222 m., Les inondations ne sont jamais parvenues aux limites de l'exploitation.

✓ Site 2 de Savonnières → 1370 m²

Les eaux pluviales du site sont collectées via le réseau et envoyées vers le Ruisseau de la Queue de l'Etang.

Sur les 2 sites et dans le but de s'assurer que les eaux pluviales ne soient pas souillées par les effluents, la pose et l'entretien des égouts de toiture sera contrôlé régulièrement. Il n'y a pas d'utilisation d'eau pluviale à l'intérieur ou l'extérieur des bâtiments.

Suite à la visite sur site des services de la DDCSPP du département de la Meuse, il a été convenu de régulariser certains points :

- La mise en service, contrôle des regards d'évacuation d'eaux pluviales pour le 31 janvier 2020 au plus tard.
- La pose, et la érification des égouts de toiture manquant ou/et défectueux pour le 30 juin 2020.

A ce jour, la collecte des eaux pluviales est assuré par un réseau de regards en béton avec des grilles de protection en fonte. Pour en assurer le bon fonctionnement, ces regards seront régulièrement vistés et nettoyés. L'annexe 3 précise le reseau d'évacuation des eaux pluviales, avec une précision pour les égouts à rectifier.

Par ce point, nous repondons à la rubrique IOTA 2.1.5.0 et à l'orientation T5A-O5 du SDAGE Rhin-Meuse.

## L 512-7-2 du code l'Environnement / Directive UE 211/92 du 13/12/2011

*Les caractéristiques des projets doivent être considérées notamment par rapport :*

*a. A la dimension et à la conception de l'ensemble du projet*

Les caractéristiques du site existant et projeté sont décrites par les Articles 1-3-11-23 du dossier ICPE ci-dessous

*b. Au cumul avec d'autres projets existants set/ou approuvés*

Il n'y a pas d'autre activité relevant des Installations Classées sur notre site. Une autre exploitation agricole soumise à déclaration (GAEC DE RICHECOURT) à 350 mètres de notre site.

*c. A l'utilisation des ressources naturelle, en particulier le sol, l'eau et la biodiversité*

L'exploitation est alimentée par le réseau. L'Article 17 et l'annexe 16 permettent d'évaluer la consommation d'eau après projet.

*d. A la production de déchets*

Les Articles 33 et 34 et l'annexe 14 du dossier ICPE traitent de ce point

*e. A la pollution et aux nuisances*

Les Articles 32 et 31 du dossier ICPE traitent de ces points et des mesures de protections misent en place.

*f. Au risque d'accidents et/ou de catastrophes majeurs en rapport avec le projet concerné, notamment dus au changement climatique, compte tenu de l'état des connaissances scientifiques*

L'Article 17 du dossier ICPE traite de ce point.

*g. Aux risques pour la santé humaine*

Les Articles 32 et 31 du dossier ICPE traitent de ces points, évalue par une caractérisation des risques.

*La sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées par le projet doit être considérée prenant notamment en compte/*

- ✓ L'utilisation existante et approuvée de terres.



M. COUCHOT Eric, associé du GAEC DE L'OUEST est propriétaire de la parcelle et autorisation le projet (cf. Annexe n°18)

- ✓ *La richesse relative, la disponibilité, la qualité et la capacité de régénération des ressources naturelles de la zone*  
L'Article 27 du dossier ICPE et la Plan d'Epanchage en annexe non reliée, traitent ces points en évaluant l'impact sur l'environnement.
- ✓ *La capacité de charge de l'environnement naturel, en accordant une attention particulière aux zones suivantes :*
  - *Zones humides, rives, estuaires*  
L'exploitation n'a pas de parcelle concernée par ces caractéristiques. Ce point est traité par l'Article 16/p42 du dossier ICPE.
  - *Zones côtières*  
L'exploitation n'est pas concernée
  - *Zones de montagnes et de forêts*  
L'exploitation n'est pas concernée
  - *Réserves et Parcs Naturels.*  
L'exploitation se trouve dans le périmètre du Parc Naturel Régional de Lorraine. Ce point est traité par l'Article 16/p42 du dossier ICPE.
  - *Zones NATURA 2000*  
L'exploitation et le projet ne présentent pas de risques vis-à-vis de cette zone NATURA 2000. Ce point est abordé au niveau de l'article 16/p41-42.
  - *Zones à forte densité de population.*  
L'exploitation n'est pas concernée
  - *Paysages et sites importants du point de vue historique, culturel, archéologique*  
La commune de Richécourt n'est pas concernée par ce point.

### **Proposition du demandeur sur le type d'usage lorsque l'installation sera arrêtée définitivement.**

En cas d'arrêt d'exploitation, le site doit être remis dans un état tel qu'il ne manifeste aucun danger ou inconvénient soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité et la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature et de l'environnement.

Au cours du mois précédent l'arrêt :

- ✓ Vente progressive des animaux, de façon à ce que le stock d'aliments soit écoulé lors du départ du dernier de bovins.
- ✓ Epanchage des effluents si les conditions agronomiques s'y prêtent et en respectant le Plan d'Epanchage.

Après le départ des animaux :

- ✓ Elimination des déchets et des produits dangereux selon les circuits décrits dans le dossier
- ✓ Démontage du matériel d'élevage pour la vente en occasion ou pour la ferraille.
- ✓ Coupure des circuits d'eau et d'électricité.
- ✓ Selon le devenir du site, démontage des installations pouvant être vendues et réutilisées.

- ✓ Les fosses à effluents seront totalement vidées et comblées de gravats inertes.

En cas de présence de matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments existants, ils seront élimés, conformément à la circulaire 97-15 du 9/1/1997 relative à l'élimination des déchets d'amiante-ciment générés lors des travaux de réhabilitation et de démolition du bâtiment et des travaux publics(...). Un bordereau de suivi des déchets de démolition contenant de l'amiante sera établi. Avant la réalisation de ce chantier de désamiantage, un diagnostic bilan sera établi.

La nécessité de procéder à la dépollution des sols et à une surveillance du site sera appréciée par le Préfet qui fixera les modalités dans son arrêté.

Notons que, dans l'état actuel de l'exploitation, il n'y a pas de sol pollué sur le site.

Article R 512-46/25 du Code de l'Environnement : dans le cadre de la présente demande d'enregistrement, l'éleveur certifie se conformer à cette mesure lorsqu'il décidera d'arrêter son activité.

**Dans l'immédiat, les sites de Richecourt et Valbois/Savonnières ne sont pas concernés par cette mesure. En effet les éleveurs ont décidé de faire évoluer l'activité laitière et l'exploitation.**

Annexe 1 dossier photos Site de Richecourt



site 2 Savonnières-en-Woëvre

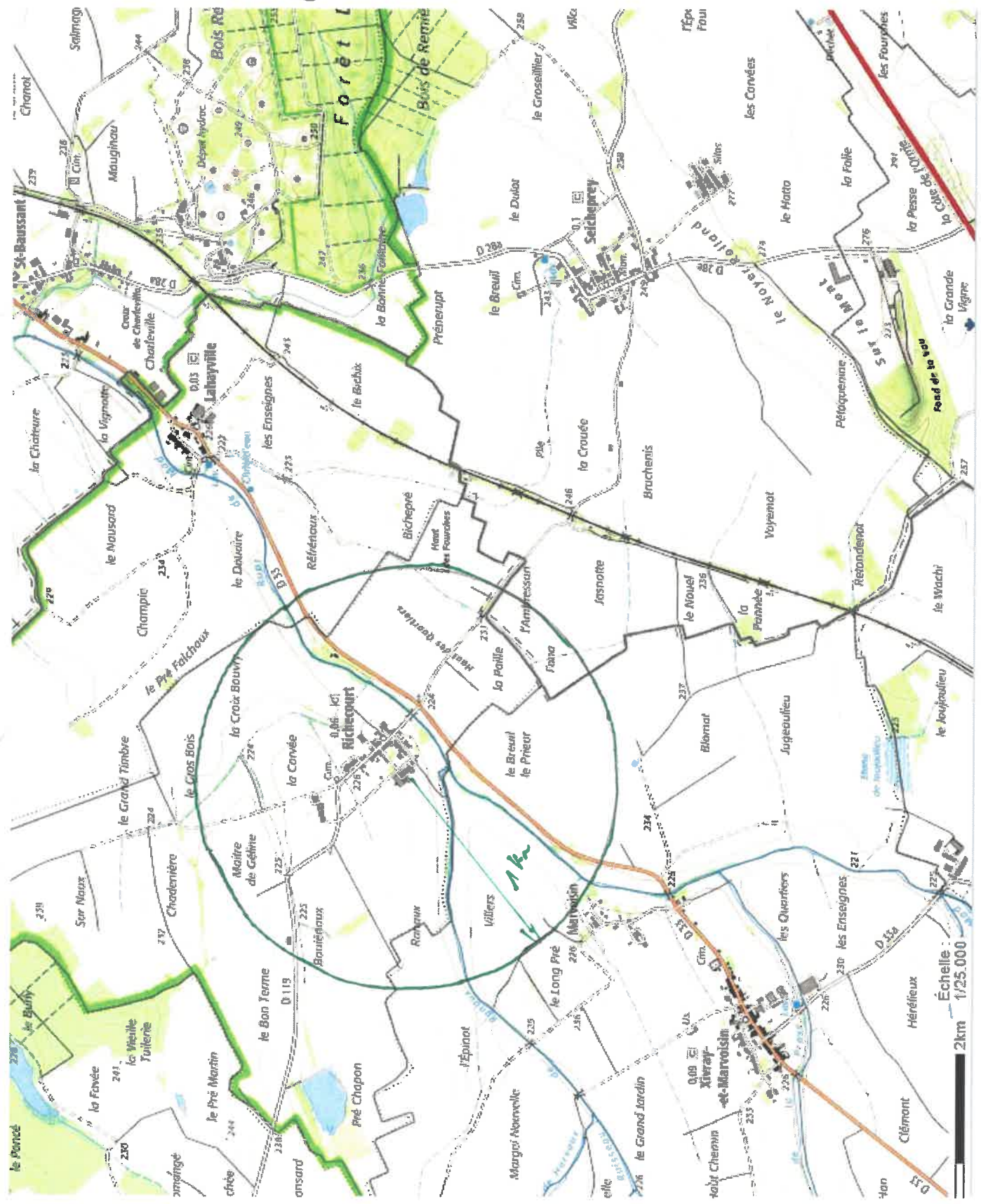






# ANNEXE 2

Cartographie  
1/25000  
Site Richecourt



1 km  
1/25000



